

**L'ANACR ET  
LE JOURNAL DE LA  
RESISTANCE,  
VOUS PRESENTENT  
LEURS MEILLEURS  
VŒUX POUR 2016**

# LE JOURNAL DE LA RESISTANCE

**FRANCE D'ABORD**  
FONDE DANS LA CLANDESTINITE EN 1941

Rédaction-Administration, 79, rue Saint-Blaise, 75020 Paris

N° 1297-1298-1299-octobre-novembre-décembre 2015

## L'OUVERTURE DU PROCES DE NUREMBERG

Avant même que les armes ne se soient tues, ceux qui, en Europe occupée par les nazis et leurs alliés fascistes italiens se sont mis entre 1939 et 1945 à leur service, se faisant les bourreaux de leurs peuples jusqu'à participer au génocide vont, s'ils n'ont pas accompagné la Wehrmacht dans sa retraite, avoir à rendre des comptes. Ainsi en sera-t-il en France pour l'écrivain fasciste et antisémite Robert Brasillach, condamné à mort le 19 janvier 1945 et exécuté le 6 février suivant.

La capitulation allemande du 8 mai 1945 va entraîner la capture de la plupart des responsables du régime nazi - Hitler, Goebbels se sont suicidés - ainsi que celle de leurs complices tels le Norvégien Vidkun Quisling, qui sera jugé et exécuté le 24 octobre 1945, ou Pétain, ancien chef de l'Etat Français, Laval, l'ancien Président du Conseil du régime dit de Vichy, Darnand, ancien chef de la sinistre Milice ; le premier sera condamné à la peine de mort le 15 août 1945 (condamnation commuée le 17 août en perpétuité), Darnand, condamné à mort le 3 octobre, est fusillé le 10 octobre, Laval, condamné à mort le 9 octobre, est exécuté le 15 octobre.

L'un des buts de guerre affirmés très tôt par les Alliés a été le châtiment des responsables de crimes contre la Paix, de crimes de Guerre, de crimes contre l'Humanité ; c'est-à-dire des dirigeants du Troisième Reich.

Le procès de 24 des principaux d'entre eux va s'ouvrir - devant un Tribunal international présidé par 4 juges, américain, britannique, français et soviétique - le 20 novembre 1945, à Nuremberg. Procès qui va être celui de personnes physiques, tels les successeurs un temps désignés d'Hitler, Goering et Hess, mais aussi celui du Parti nazi, de la S.S...



Au premier rang, de g. à d. Goering, Hess, Ribbentrop et Keitel.



## REUNION DU CONSEIL NATIONAL DE L'ANACR

Le 25 novembre 2015, Comme chaque année qui n'est pas de congrès national, le Conseil national de l'ANACR s'est réuni à Paris.

Au centre des travaux, les attaques terroristes dont la France a été victime en janvier et novembre 2015, la montée de l'extrême-droite...

(Voir page 20)

## SOUTENIR L'ACTION DE L'ANACR

Association Nationale des Anciens Combattants et Amis(e)s de la Résistance (A.N.A.C.R.)

**BON de SOUTIEN**  
- 2014 -

Conservez ce bon. Il peut vous faire attribuer un des nombreux cadeaux dont la répartition aura lieu par tirage au sort. La liste en sera publiée dans le numéro du 1<sup>er</sup> trimestre 2015 du « Journal de la Résistance - France d'Abord ».



**Donner à l'ANACR  
les moyens  
de vivre  
et de lutter  
pour les idéaux  
de la Résistance !**

Chaque année, l'effort financier fait par les adhérents et par les Amis de l'ANACR, en souscrivant les bons de soutien, en les diffusant autour d'eux, est une aide précieuse irremplaçable pour notre Association, pour lui conserver les moyens financiers de son combat pour la mémoire et les valeurs de la Résistance, pour lutter contre les résurgences du fascisme. Les talons des bons de soutien pourront être, accompagnés de leur règlement, renvoyés au siège national jusqu'au **15 février 2016**

## DANS NOTRE SOMMAIRE :

- P. 2 : Communiqués sur le 13 novembre
- P. 3 : Editorial
- P. 4-5 : Résistance Territoire de Belfort
- P. 6-7 : Sport Libre
- P. 8 à 13 : Dossier Structures armées de la Résistance
- P. 14-15 : Le Serment de Koufra
- P. 16-17 : Résistance au Luxembourg
- P. 18 : 1945, les dernières batailles
- P. 19 : Journée Nationale de la Résistance
- P. 20 : Conseil National de l'ANACR
- P. 21-22 : Nos deuils
- P. 23 : Avis de recherche
- P. 24 : Les livres

# ATTENTATS DU 13 NOVEMBRE 2015 A PARIS

## COMMUNIQUÉ DE L'ANACR

«L'ANACR, bouleversée, tient en ces heures tragiques à exprimer avec la plus grande émotion en premier lieu ses sentiments de profonde solidarité aux familles des victimes disparues, aux blessés auxquels nous souhaitons le meilleur et le plus rapide rétablissement.

«Les dramatiques événements ayant ensanglanté ce 13 novembre notre pays, à Paris et à Saint-Denis, ne peuvent, par l'ampleur du nombre des victimes, 130 morts et plus de 300 blessés dont très près d'une centaine très graves, par le mode opératoire, le mitraillage aveugle et en masse de civils, ainsi que par les motivations des auteurs de ce crime, terroriser les populations pour les amener à faire pression sur leurs dirigeants et responsables militaires, ne peuvent que rappeler les heures les plus sombres de notre histoire qu'illustrent douloureusement les noms de Tulle, Oradour, Maillé, Ascq...

«Aujourd'hui comme hier, il faut faire face, faire front, et vaincre les assassins. Mais il faut mener cette lutte dans le respect de nos valeurs, démocratiques, humanistes, antiracistes, alors même que dans ce contexte tragique que nous vivons, des voix s'élèvent pour stigmatiser une population immigrée ou d'origine immigrée, toute une communauté religieuse, appeler à des mesures d'exception potentiellement attentatoires aux libertés ; ce qui serait de fait s'inscrire dans la logique de ceux que nous voulons combattre, ce qui serait inacceptable.

«Il nous faut, dans la lutte contre le terrorisme international dont la France – avec d'autres nations – a été victime, réaffirmer ces valeurs démocratiques, humanistes, antiracistes pour lesquelles les Résistant(e)s se sont levé(e)s, réaffirmer le rôle que doivent jouer les instances de concertation internationale sur les plans diplomatique et militaire, en premier lieu l'Organisation des Nations-Unies qu'ont mis en place il y a 70 ans les vainqueurs du fascisme et du nazisme, et demander aux dirigeants de notre pays de s'inscrire dans cette démarche ; car elle est, par la fidélité à ce que nous sommes et nous différencie des barbares, la meilleure réponse aux criminels qui ont frappé notre pays et à ceux qui les ont commandités».

*Paris, le 15 novembre 2015*

## COMMUNIQUÉ DE L'UFAC

«L'Union Française des Associations de Combattants et Victimes de Guerre (UFAC), saisie d'effroi et profondément choquée et bouleversée par les odieux actes terroristes commis ce vendredi 13 novembre en différents lieux de Paris et sa proche banlieue, adresse ses condoléances aux familles et proches des victimes de cet horrible drame, condamné unanimement par la communauté internationale et qui scandalise la conscience des hommes et femmes épris des plus pures valeurs humanistes.»

*Paris, le 14 novembre 2015*

## COMMUNIQUÉ DE LA FONDATION DE LA FRANCE LIBRE

«En juin 1940, le général de Gaulle martelait à la radio : «La flamme de la résistance française ne doit pas s'éteindre et ne s'éteindra pas».

«Cette flamme ne s'éteignit pas. Petite et vacillante au début, elle grossit progressivement jusqu'à l'illumination de la Libération.

«La situation était alors bien pire, le pays à genoux et en partie occupé. Ce n'est pas le cas aujourd'hui, même après ce qui s'est passé ce vendredi 13, mais nous sommes en guerre, comme le Chef de l'État l'a déclaré avec force.

«Résistance» redevient notre mot d'ordre. Résistance à la peur et à la barbarie, mais aussi résistance à tout dérapage, à tout amalgame, à toute récupération, dans l'esprit de ceux de Bir Hakeim.

«Ils venaient de tous les continents, de toutes les couches de la société, priaient des dieux différents ou n'en priaient aucun, avaient milité dans des partis souvent opposés, mais s'étaient rassemblé autour d'un seul cri, «Liberté», avec un seul et grand objectif, ne pas capituler face à la barbarie».

**Général Robert Bresse**  
**Président de la Fondation de la France Libre**

# L'HISTOIRE EST RICHE D'ENSEIGNEMENTS

**L**Année 2015 a été tragique pour notre pays. Commencée par les crimes contre les personnes, contre les idées de liberté, contre les valeurs humanistes qu'ont constitué les attentats début janvier contre le Journal «*Charlie-hebdo*» et l'hyper-marché cacher de la Porte de Vincennes à Paris, elle s'est terminée dans l'horreur d'un crime de masse commis en novembre, toujours à Paris, contre des civils – hommes, femmes et enfants – innocents.

**H**élas, notre pays n'a pas été le seul frappé par les contempteurs des conventions humaines et de la démocratie, dont ils refusent l'universalité en se réclamant aujourd'hui d'une idéologie se référant à une pureté religieuse comme d'autres – il y a plusieurs décennies – se réclamaient d'une soi-disant pureté de la race pour commettre eux aussi l'indicible.

**E**n effet, chacun se souvient du 11 septembre 2001, jour où des terroristes menant des attaques simultanées contre le World Trade Center à New York, et contre le Pentagone firent, en utilisant des avions de ligne, 2 977 victimes. En 2004, autour de Madrid, plusieurs bombes placées dans des trains de banlieue firent le 11 mars près de 200 morts et plus de 1 400 blessés et, il y a dix ans, quatre attentats contre trois stations de métro et un bus à impériale firent 56 morts et 700 blessés, le 7 juillet 2005 à Londres... D'autres attentats aveugles ont frappé jusqu'à ces derniers jours, tant en Europe qu'en Afrique et Asie, des cibles civiles délibérément choisies. Au Proche-Orient, en Irak, en Syrie, au Liban – et plus récemment en Turquie – ces crimes se sont multipliés.

**D'**évidence, la menace ne peut être ignorée ; et concerne potentiellement tous les Pays. C'est donc la communauté internationale qui, dans le cadre de ses instances mises en place à la fin de la Seconde Guerre mondiale, doit y apporter une réponse collective qui peut légitimer, si nécessaire, une riposte militaire ; légitimité que ne peuvent avoir dans la durée des interventions unilatérales, ayant pu même découler de l'urgence. L'O.N.U. doit en être le cadre.

**L'**urgence. Une réalité à prendre en compte et qui peut, pour faire face à une menace majeure, nécessiter des mesures d'exception ; lesquelles, le plus souvent restrictives des libertés, ne peuvent cependant qu'être... exceptionnelles ; par éthique démocratique, parce que la mise à mal de la démocratie est un objectif de ceux que l'on entend combattre, parce que des lois d'exception – prises dans l'urgence et pérennisées – sont potentiellement dangereuses si elles sont détournées de leur objet initial, si elles peuvent l'être dans un avenir incertain.

**N**otre pays et l'Europe ont connu de telles situations et leurs conséquences. A la fin du 19<sup>e</sup> siècle se sont multipliés pendant deux décennies à travers le continent les attentats de caractère anarchiste qui coûtèrent la vie à plusieurs chefs d'Etat et responsables politiques, tels le Tsar de Russie Alexandre III assassiné le 13 mars 1881, l'impératrice Elisabeth («*Sissi*») d'Autriche, qui le fut le 10 septembre 1898, l'empereur d'Allemagne échappa à plusieurs tentatives... Dans tous les cas, les gouvernements répliquèrent par des mesures restrictives des libertés, d'association, de manifestation, de la presse ; qui très tôt vont être utilisées non contre les anarchistes mais contre le mouvement ouvrier, politique et syndical.

**L**a France connut une évolution de même type. Le 9 décembre 1893, l'anarchiste Auguste Vaillant lança une bombe à la Chambre des Députés : dès le 12 septembre, jusque-là réticents à le faire, les députés, par 413 voix contre 63 vont voter dans l'urgence la première des «lois scélérates», qui restreindra la liberté de la presse, une seconde le sera le 15 décembre suivant et permettra d'inculper tout membre et sympathisant d'une association poursuivie, la troisième aggravera encore les mesures contre la presse ; ce qui n'empêchera pas l'assassinat du Président de la République, Sadi Carnot.

**C**es Lois – avec d'autres – seront certes utilisées à l'encontre des factieux des Liges fascistes et d'extrême-droite qui tenteront le 6 février 1934 de prendre d'assaut le Palais-Bourbon, mais ces mêmes lois seront utilisées cinq ans plus tard, à partir de septembre 1939, pour dissoudre le Parti communiste et des dizaines d'autres associations, interdire sa presse, déchoir ses élus, arrêter ses membres...

**E**t quand Pétain arrivera au pouvoir, il utilisera immédiatement une législation restrictive des libertés et répressive déjà en place, à laquelle il ajoutera : déchéance de la nationalité qui frappera dès le 17 juillet 1940 les naturalisés depuis 1927, statut des Juifs du 3 octobre 1940, épuration de la fonction publique... Souvenons-nous de l'Histoire dans nos choix du présent, en pensant à l'avenir qu'ils dessinent, elle est riche d'enseignements.

## DANS NOTRE AGENDA

LE 21 FEVRIER 2016

### HOMMAGE AUX HÉROS DE L'AFFICHE ROUGE

La cérémonie dédiée à la mémoire des 20 Résistants connus sous le nom de «Groupe Manouchian-Boc-zov» et fusillés il y a 70 ans au Mont-Valérien, le 21 février 1944, se déroulera cette année le dimanche 21 février 2016 à partir de 11 heures au Carré des fusillés au cimetière parisien d'Ivry, sur les lieux mêmes où sont inhumés ces héros.

(On se réunira à partir de 10 h 30)

La cérémonie sera placée sous la Présidence de Louis CORTOT, Compagnon de la Libération.

Anne FRIANT-MENDRES, vice-présidente de l'Association Nationale des Anciens Combattants et Ami(e)s de la Résistance (ANACR), prononcera une allocution.

Un hommage sera rendu à Maurice Fingerwajg, Jonas Geduldig, Léon Goldberg, Sziama Grzywacz, Stanislas Kubacki, Marcel Rajman, Wolf Wajsbrot, Robert Witchitz et aux combattants polonais de la Résistance française.

## LA RÉSISTANCE DANS LE TERRITOIRE DE BELFORT

Lorsqu'au lendemain de la Première Guerre mondiale se posa la question de la dénomination du territoire ayant pour chef-lieu Belfort, érigé en 1922 en département, l'une des dénominations proposées fut «Rauracie», rappelant l'ancienne tribu celte des Rauraques, dont le territoire s'étendait essentiellement sur les territoires contigus situés en actuelle Suisse ; tandis que l'ouest de l'actuel département était le domaine d'une autre tribu celte, les Séquanais, dont Vesontio (Besançon) était la capitale.

Comme toute la Gaule et les régions proches de Germanie, le territoire fut inclus dans l'Empire romain après la Guerre des Gaules (-58 à -51 av. J.C.) que mena Jules César, et le resta jusqu'à son effondrement au V<sup>e</sup> siècle sous la pression des invasions «barbares» germaniques ; telles celles des Alamans, qui s'installent en Franche-Comté et en Alsace du Sud, des Burgondes qui donneront son nom à la Bourgogne, des Francs qui donneront le sien à notre pays.

Pendant le Haut-Moyen Âge, la région suit le plus souvent le sort de l'Alsace. A la mort du fils de Charlemagne, Louis le Pieux, le traité de Verdun (843) partage l'empire carolingien entre ses fils : l'Alsace et la Franche-Comté actuelles sont attribuées à Lothaire (Lotharingie). Dans les siècles qui vont suivre, durant lesquels s'affrontent les descendants de Charlemagne, la région, depuis l'époque gallo-romaine voie stratégique de passage entre le Jura et les Vosges, changera plusieurs fois de mains.

C'est en 1226 qu'apparaît pour la première fois le nom de Belfort – sous la forme latinisée *Bellumfortum* (Beau ou Bel fort) – dans un traité, celui de Grandvillars, son château étant alors un relais des comtes de Montbéliard. En mai 1307, la cité est dotée d'une Charte qui fixe les libertés communales.

C'est par héritage de Jeanne de Montbéliard que Belfort entre en 1375 dans les possessions des Habsbourg. La cité sera ainsi impliquée dans plusieurs batailles opposant les Habsbourg d'Autriche, le duc de Bourgogne et le Roi de France, ce qui de 1431 à 1477 entrainera à plusieurs reprises pillages et destructions.

La situation de ville frontière fortifiée de Belfort l'impliquera aussi dans les nombreux conflits, telle la Guerre de Trente ans au XVI<sup>e</sup> siècle, qui la vit avoir un temps un gouverneur... suédois.

Il faudra attendre le siècle suivant pour que Belfort devienne définitivement française ; en 1679, Vauban y viendra étudier les conditions de construction de nouvelles fortifications, telle la Citadelle.

Lors de la Révolution française, quand la France est divisée en départements, Belfort est le chef-lieu d'un district puis arrondissement du Haut-Rhin. La ville connaîtra de nouveau les vicissitudes de la Guerre lors de la chute de l'Empire napoléonien : la ville est assiégée le 26 juin 1815 par 40 000 Autrichiens.

Ses fortifications vont être de 1817 à 1842 renforcées par le général Haxo puis transformées sous les ordres de Denfert-Rochereau en un camp retranché. Il va montrer son efficacité lors de la Guerre de 1870-1871 opposant la France à la Prusse ; qui rassemble autour d'elle les autres Etats allemands ; dont les tous proches Grand-Duché de Bade et Royaume de Wurtemberg. Belfort résista à un siège qui débuta le 3 novembre 1870 par un

bombardement de la ville au canon et qui ne s'arrêta que le 18 février 1871, quand le colonel Denfert-Rochereau reçut l'ordre de Thiers de remettre la ville invaincue.

Toutefois, sa résistance permit à Belfort de rester avec ses alentours à la France, tandis que le reste de l'Alsace et la Lorraine moselanes étaient annexés à l'Allemagne ; ce qui conduisit nombre d'Alsaciens haut-rhinois voulant rester français à venir s'établir dans la cité, dont le nombre d'habitants passe de 8 030 en 1871 à 39 400 en 1911. Ils seront 46 000 un quart de siècle plus tard.

Cet essor démographique va modifier aussi l'économie du «Territoire», c'est ainsi qu'on va appeler cette portion du Haut-Rhin restée française. La population, jusque-là vouée aux travaux ruraux va découvrir l'industrie : la S.A.C.A.M. produit des locomotives, de la grosse chaudronnerie, des métiers à tisser, etc.

Lors du Front populaire en 1936, la ville et le territoire connaîtront de nombreuses grèves avec occupation, à Alstom, à l'Usine à gaz, à DMC...

Bien que place forte fortifiée frontalière, la ville de Belfort avait été pendant la Première Guerre mondiale – en dehors de 642 bombes d'avion et de 11 canonnades à longue portée – à l'écart des batailles se déroulant sur le front de l'Artois à la Lorraine. Il n'en ira pas de même 20 ans plus tard...

### BELFORT SOUS LA BOTTE

L'invasion de la Pologne par le Reich nazi le 1<sup>er</sup> septembre 1939 a conduit la France aux côtés de la Grande-Bretagne à déclarer la guerre à l'Allemagne. Pendant plus de 8 mois, le front occidental, notamment adossé à une ligne de fortifications courant des Ardennes jusqu'à Belfort, va être de faible activité, ce sera la «Drôle de Guerre» ; laquelle s'achèvera quand le 10 mai 1940, passant à l'offensive en Belgique et travers la forêt des Ardennes, la Wehrmacht, contournant la ligne Maginot, va en quelques semaines enfoncer les lignes franco-britanniques.

La ville est un temps défendue par le 12<sup>e</sup> Régiment d'infanterie commandé par le général Girol et la 2<sup>e</sup> division polonaise de chasseurs à pied, qui le 12 juin repoussent l'ennemi mais qui vont devoir, pour essayer d'échapper à la capture, faire retraite notamment vers la Suisse. Le 20 juin, malgré la résistance des forts, la conquête de la ville – où l'ennemi est entré le 18 juin – est achevée.

La veille, le 17 juin, Pétain – devenu Président du Conseil – avait demandé l'armistice et appelé à cesser le combat : signé le 22 juin à Rethondes, il divise la France entre une Zone Sud non occupée où s'installe – après le vote des chambres sous la contrainte le 10 juillet 1940, qui substitue à la République l'«Etat Français» – le régime pétainiste dit «de Vichy», et une Zone Nord et atlantique occupée, que sépare une ligne de démarcation permettant le contrôle des mouvements des personnes et biens entre les deux zones.

Située en zone occupée et même «réservée», Belfort, qui garde son Préfet dépendant de Vichy, va être le siège de diverses administrations de l'occupant, telles, pour le Territoire, une unité de *Feldgendarmérie*, une antenne (*Aussendienstliche*) du Sipo-SD, une *Kreiskommandantur* (n°554) dépendant de la *Feldkommandantur* de Vesoul ; et pour la ville une *Orstkommandantur* située au Café de la Mairie.

Dès octobre 1940, l'occupation et la mise en place du régime pétainiste se traduisent

par de premières mesures – «aryanisation des commerces et des entreprises, révoocation de fonctionnaires... – contre la communauté juive du Territoire, comptant alors environ 1 200 personnes.



Dès aussi l'automne 1940, la Résistance s'organise : un groupe, formé dès novembre à partir du Corps de Belfort des sapeurs-pompiers, seule unité de sapeurs-pompiers décorée de la Médaille de la Résistance, va se rattacher au Mouvement «Lorraine». Jacques Erb, qui entre dans ce Corps des pompiers en octobre 1942, sera en contact permanent avec le chef régional de Lorraine, Fallas-Magnin. Grâce aux cartes de circulation de nuit des pompiers, la distribution des *Journaux Défense de la France et Lorraine* (imprimé pour une part en Région parisienne à Aifortville et Paris), en provenance de Paris, Nancy et Montbéliard, se trouvera facilitée dans le Territoire de Belfort, le Doubs et les Vosges.

Cette activité entrainera hélas une importante répression fin 1943 : le SD de Nancy arrête le 25 octobre les parents de René Fallas à défaut de leur fils, les 26 et 27 février 1944, 13 membres de Lorraine de Belfort et de Haute-Saône sont fusillés à la citadelle de Besançon... Plusieurs autres mourront en déportation.

Outre le Mouvement Lorraine, qui donnera aussi naissance à partir de juin 1943 à des maquis, plus nombreux à partir de l'automne, il y aura d'autres structures de Résistance, tel le Parti communiste et le Front National, qui implanteront un maquis FFI-FTP à Valdoie. Tous – le groupement départemental FFI fort de 700 hommes sera mobilisé le 6 septembre pour harceler l'ennemi dans les secteurs du Ballon d'Alsace et d'Etobon - apporteront leur concours aux combats de la Libération : 117 F.F.I. tomberont au combat, seront massacrés ou mourront en déportation.

### BELFORT, «CAPITALE» DE «L'ETAT FRANÇAIS»

A la mi-août 1944, de larges portions du territoire national ont été libérées par l'insurrection nationale et l'avancée des troupes al-



Dans les fossés de la citadelle de Belfort, les nazis organisent un cruel simulacre d'exécution. Résistant, Georges Blind sera déporté et mourut à Blechhammer, sous-camp d'Auschwitz.

liées débarquées le 6 juin en Normandie et qui approchent de Paris ; un second débarquement aura lieu le 15 août sur les côtes de Provence.

Dès lors l'effondrement du régime pétainiste va s'accélérer. Laval, avec l'assentiment de l'ambassadeur nazi auprès de l'administration pétainiste, Otto Abetz, va tenter une manœuvre : recourir – pour mettre en place une hypothétique transition – aux anciens Présidents des deux Assemblées, pour le Sénat Jules Jeanneney et pour la Chambre des députés, Edouard Herriot, alors interné par les Allemands près de Nancy et qu'il ira chercher le 12 août pour le ramener à Paris.

Ce qui va échouer, notamment du fait du refus de Jeanneney et de l'hostilité des milieux ultra-collaborationnistes (Déat, de Brinon) ainsi que, *in fine*, de celle des Allemands, qui arrêtent Herriot.

Le 17 août, les Allemands emmènent sous la contrainte Laval à Belfort, où le rejoindra le 21 août au matin Pétain, lui aussi contraint, emmené la veille depuis Vichy par les Allemands.

Darnand, chef de la Milice et « ministre du maintien de l'Ordre », Paul Marion, Doriot, Bichelonne, de Brinon, d'autres ministres et hauts-fonctionnaires du régime dit de Vichy ainsi que de nombreux fuyards du régime pétainiste et de la collaboration vont se regrouper à Belfort ; certains feront un aller-retour auprès d'Hitler en Prusse-Orientale.

Après trois jours passés à la Préfecture, où Laval a installé ses quartiers, Pétain, sa femme et son médecin, le docteur Ménétré, partent le 24 août loger à Morvillars, dans le château du Sénateur Louis Viellard, passé au maquis bien qu'ayant voté le 10 juillet 1940 les pleins pouvoirs à Pétain. Darnand va résider au Château Charpentier, une maison de maître de la fin du 19<sup>e</sup> siècle de Valdoie, ville proche de Belfort ; quant à ses miliciens qui en nombre, fuyant l'avance des alliés et l'insurrection de la Résistance, sont venus le rejoindre à Belfort, ils cantonnent à la Caserne Vauban et au Lycée de garçons et vont se livrer à des exactions dans la ville.

Le séjour belfortin de l'avatar de « l'Etat français » va être de courte durée : venant de l'Ouest et de la vallée du Rhône, les forces américaines et françaises débarquées en Normandie et Provence ont libéré Lyon le 3 septembre, le même jour des unités tunisiennes de l'Armée française sont entrées dans Lons-le-Saunier, le 7 septembre, les FFI et le 7<sup>e</sup> R.I. US entrent dans Besançon...

Ce même 7 septembre, Darnand et les miliciens, qui sous la direction de Francis Bout-de-l'An, ont dévalisé la veille la succursale de la Banque de France de 300 millions de France, quittent Belfort pour l'Allemagne, tandis que Pétain et sa suite quittent Morvillars.

Après une halte à Fribourg-en-Brisgau, ils rejoignent au cœur du Wurtemberg le château de Sigmaringen, nouvelle « capitale » du dernier avatar de l'« Etat Français », où s'installe la « Délégation gouvernementale française... » mise en place avant le départ de Belfort le 6 septembre par de Brinon, Déat, Darnand, Luchaire et Bridoux.

En France, face à l'offensive alliée, les Allemands ont dans l'urgence établi une ligne fortifiée s'appuyant sur la crête des Vosges, la « Schutzwall-West », allant de Sarrebourg à Delle, dans le Territoire de Belfort. La ville et sa ceinture de forts en sont un point d'appui qui a été renforcé en artillerie et ceinturé de champs de mines et de fossés antichars.

## LA LIBERATION DE BELFORT

Contenue pendant près de deux mois par la défense allemande, la 1<sup>re</sup> Armée française, après avoir libéré Montbéliard le 17 novembre et Dannemarie le 18 novembre, va passer à l'offensive dans la Trouée de Belfort. La 5<sup>e</sup> DB « France d'Abord » du général de Vernejoul va en être le fer de lance : après 4 jours de durs combats, le 20 novembre vers 16 h, de premières unités françaises entrent dans les faubourgs de Belfort, à 20 h, le centre-ville est atteint.

Le Communiqué officiel de la 1<sup>re</sup> Armée en date du 20 novembre relate : « Les éléments de découverte et les chars de la 1<sup>re</sup> Armée française sous le commandement du général de Lattre de Tassigny, ont atteint le Rhin, hier soir à la tombée de la nuit... »

« Des bataillons des Forces françaises de l'Intérieur, qui ont vaillamment contribué à des attaques victorieuses, monteront ce soir la garde au Rhin. »

« Après avoir conquis de haute lutte le fort du Salbert et le village d'Essert, couvrant la ville à l'ouest, nos troupes sont entrées ce matin Belfort... »

Les combats vont se poursuivre encore quatre jours ; les Allemands s'enfuirent dans la nuit du 24 au 25 novembre de la citadelle, où entre le 8<sup>e</sup> RTM ainsi que le général Chaillet, commandant de l'artillerie de la 1<sup>re</sup> Armée conduit par le sous-lieutenant FFI belfortin Jacques Erb ; le drapeau français est hissé sur le Château.

Parmi les soldats de la 1<sup>re</sup> Armée entrés le 21 novembre dans Belfort, le capitaine... Pierre Dreyfus-Schmidt, que le Comité de Libération réinstalle à son poste de maire, à la place d'Hubert Metzger.

Avec Lucien Laumet, un inspecteur de l'enseignement primaire arrivé dans la clandestinité en août 1944 à Belfort et nommé dès le 1<sup>er</sup> novembre Préfet du Territoire, et Henri Chaillot, Président du Comité départemental de Libération, Pierre Dreyfus-Schmidt va être un des artisans de la restauration républicaine.

## COMPAGNONS A L'ANACR ILS ETAIENT 25...

Le dossier de notre dernier numéro était consacré aux « 24 Compagnons de la Libération » membres de l'ANACR. Un de nos lecteurs nous a signalé qu'ils étaient... 25.



### RISSO Joseph

Fils d'un mineur, Joseph Risso naquit le 23 janvier 1920, à Cadolive dans les Bouches-du-Rhône.

Après ses études secondaires, il entre à l'Ecole de pilotage d'Istres et commence en 1938 son apprentissage à l'Ecole Caudron d'Ambérieu-en-Bugey. Sous-officier d'active en 1939, son groupe est transféré en Afrique du Nord en mai 1940.

A l'annonce de l'armistice, il décide de continuer à se battre et, fin juin 1940, il s'évade de Nouvion en Algérie avec deux camarades à bord d'un *Simoun* à destination de Gibraltar.

Posé en territoire espagnol, Joseph Risso est fait prisonnier et doit être rapatrié en France. Le 6 août 1940, grâce au secrétaire de l'attaché militaire de l'ambassade de France qui lui fournit de faux-papiers, il rejoint la France libre le 3 septembre 1940.

A Londres, il est envoyé en stage à l'Ecole de pilotage britannique d'Odham puis à l'Operational Training Unit de Debden.

En août 1941, il est affecté au 253 Squadron de la RAF comme spécialiste de la chasse de nuit.

Affecté ensuite au Groupe de chasse n°3 "Normandie" dès sa création, Joseph Risso part en août 1942 pour l'URSS, où il parvient le 28 novembre avec le premier contingent du "Normandie".

Dès mars 1943, il rejoint le front et prend part aux campagnes d'Orel, de Briansk, de Smolensk, du Niemen jusqu'en décembre 1944.

En juillet 1943, il effectue douze missions de guerre et abat deux appareils ennemis. Les 30 et 31 août, il abat deux nouveaux avions et en endommage un autre. Le 14 septembre 1943, il obtient sa cinquième victoire en combat aérien au cours d'une mission de protection de bombardiers russes en arrière des lignes ennemies. Cinq jours plus tard, il abat un autre *Junker 87* puis à nouveau deux autres le 22 septembre 1943 au cours de la même mission de couverture de l'offensive sur Smolensk.

En 1944, Joseph Risso participe aux opérations victorieuses de Vitebsk, d'Orcha, de la Berezina, de Minsk, de Vilno et de Prusse-Orientale, effectuant vingt-cinq missions offensives, dont cinq escortes de bombardiers profondément en territoire adverse.

Le 18 octobre 1944, il remporte sa 10<sup>e</sup> victoire officielle en abattant un *Henschel 129* au-dessus de la Prusse-Orientale. Une semaine plus tard, il intercepte un peloton de chasseurs bombardiers allemands et remporte sa 11<sup>e</sup> victoire auxquelles s'ajoutent quatre victoires probables.

Entre septembre 1941 et décembre 1944, le lieutenant Risso a exécuté 205 missions totalisant 196 heures de vol de guerre et a obtenu 10 citations à l'ordre de l'Armée Aérienne.

Après la guerre il poursuit sa carrière militaire ; en avril 1947, il est capitaine et prend le commandement d'une escadrille du "Normandie-Niemen" à Rabat avant d'être affecté à l'Etat-major de la 5<sup>e</sup> Région aérienne à Alger.

Grand Croix de la Légion d'Honneur, Compagnon de la Libération, Grand Croix de l'Ordre National du Mérite, Croix de Guerre 39/45 (10 citations), Médaille de la Résistance, Croix du Combattant Volontaire de la Résistance, et de plusieurs Ordres soviétiques : du Drapeau Rouge, de la Victoire, de la Guerre pour le Salut de la Patrie et Alexandre Newski.

# SPORT LIBRE

Début 1936, le monde sportif français et la classe politique nationale sont divisés : en 1931, le Comité international olympique (C.I.O.) avait attribué l'organisation des Jeux de 1936 à Berlin, capitale de ce qui était alors «l'Allemagne de Weimar», au régime démocratique avec élections pluralistes.

Or, quand les Jeux entament leur phase finale de préparation, l'Allemagne est devenue le 3<sup>e</sup> Reich ayant pour chancelier le führer (chef) du parti nazi, Adolf Hitler, arrivé au pouvoir en janvier 1933 ; et où, dès cette année 1933, ont été ouverts de premiers camps de concentration (Dachau, Sachsenhausen) pour les opposants, alors que se développait une violente propagande antisémite.

Des voix s'élèvent donc dans le monde sportif – moins dans les instances officielles des Fédérations qu'au sein des Associations sportives ouvrières – ainsi que dans le monde politique pour appeler à annuler – ou boycotter en cas de maintien à Berlin – les jeux de l'été 1936, dont tout indique que le régime nazi entend en faire un moment de propagande.

L'hostilité des Etats-Unis et d'autres pays au boycott de Berlin fera que les jeux s'ouvriront quand même le 1<sup>er</sup> août 1936 dans le stade olympique construit pour les recevoir, devant Hitler et 100 000 spectateurs avec la participation de 49 pays, dont la France qui a décidé d'envoyer 201 athlètes.

Et ce malgré la campagne du «Comité d'action contre le déroulement des Jeux olympiques à Berlin» qui rappelle dans une affiche que, lors des Jeux olympiques d'hiver tenus à Garmish-Partenkirchen du 6 au 16 février 1936, deux jeunes sportifs allemands, Hans Mickinn et Erich Quade, ont été condamnés à la réclusion perpétuelle pour avoir dit dans une interview «que la liberté sportive n'existait pas chez eux».

Dès avril 1933, les sportifs allemands de premier plan d'origine juive – tels le champion amateur de boxe Erich Seelig, le tennisman Daniel Prens, la sauteuse en hauteur Gretel Bergmann<sup>1</sup> – et tzigane, tel le boxeur sinti Johann Whilem «Rukeli» Trollmann, champion mi-lourd d'Allemagne<sup>2</sup>, ont été exclus de leur fédérations et de l'équipe olympique allemande.

## JEUX OLYMPIQUES ET OLYMPIADE

La campagne contre la participation aux jeux de Berlin est portée en France dans le milieu sportif par les associations sportives ouvrières, ainsi que par des immigrés allemands antinazis, qui ont organisé le 6 juin 1936 à Paris une conférence – ouverte par l'écrivain Heinrich Mann – appelant au boycott. Elle s'est aussi développée dans les autres pays, et va donner naissance à un projet qui se veut une alternative aux jeux de Berlin : l'organisation d'une Olympiade de caractère antifasciste.

Ce sont deux fédérations sportives ouvrières internationales, l'Internationale Spor-

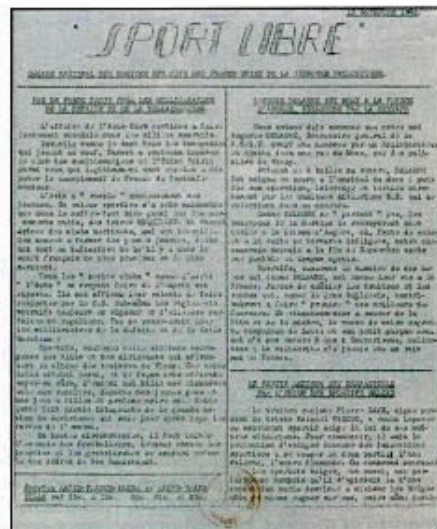
tive Ouvrière Socialiste (I.S.O.S.)<sup>3</sup> et l'Internationale Rouge Sportive (I.R.S.)<sup>4</sup>, liée à l'Internationale communiste, qui, s'étant rapprochées à partir de l'arrivée d'Hitler au pouvoir, vont en commun décider, début 1936, d'organiser en quelque sorte des «contre-jeux» olympiques à Barcelone ; et d'en confier l'organisation au Comité català pro Esport popular (C.C.E.P.).

Le Comité d'organisation positionnera de manière claire l'Olympiade de Barcelone par rapport aux jeux de Berlin : « Les Jeux olympiques de Berlin ont le but de propager l'esprit du national-socialisme, de l'esclavage, de la guerre et de la haine raciale. L'Olympiade populaire de Barcelone, au contraire, veut défendre le véritable esprit olympique qui reconnaît l'égalité des races et des peuples et estime que la paix est la meilleure garantie de l'éducation saine des sportifs et de la jeunesse de toutes les nations». La date retenue pour l'ouverture de l'Olympiade populaire est le 19 juillet, la clôture étant prévue le 26 juillet.

Aux délégations des 18 Etats représentés s'adjoignent celles de nationalités ne disposant pas d'un Etat, telles celles d'Alsace-Lorraine, de Catalogne, du Pays Basque (Euzkadi) et de Galice, de pays coloniaux (Algérie, Maroc espagnol, Maroc français), ainsi que deux délégations juives (Palestine, émigrés). Au total, 4 000 sportifs d'Espagne et 2 000 venus de l'étranger – dont 1 200 Français, en grande majorité de la Fédération Sportive et Gymnique du Travail (F.S.G.T.)<sup>5</sup> – se sont inscrits dans les 15 disciplines retenues. Un «Hymne à l'Olympiade populaire» est composé par Hanns Eisler, compositeur autrichien auteur de chants politiques et de musiques des pièces de théâtre de Berthold Brecht, réfugié avec lui en France ; les paroles, célébrant la paix, la liberté et la fraternité, étant de l'écrivain catalan Josep Maria de Sagarra.

L'ouverture le 19 juillet de l'Olympiade populaire (*Olimpiada Popular*) de Barcelone par Lluís Companys<sup>6</sup>, président de la Généralité de Catalogne et Président d'honneur du Comité d'organisation, n'aura pas lieu : le 17 juillet 1936, des militaires se sont insurgés au Maroc espagnol, confiant la direction de leur mouvement à Franco ; le lendemain 18 juillet, l'insurrection s'est étendue à toute l'Espagne continentale, la garnison de Barcelone se soulevant elle aussi.

Les athlètes et participants étrangers arrivés dans la capitale catalane y sont témoins des premiers affrontements. Le 24 juillet, alors que la guerre civile s'étend, est prise la décision définitive de renoncer à la tenue de l'Olympiade, bien que les putschistes soient



Le Journal clandestin Sport Libre.

tenus en échec à Barcelone. Les sportifs et visiteurs étrangers vont – pour l'essentiel évacués par bateau spécial – rentrer dans leurs pays ; à l'exception de quelques dizaines d'entre eux restés à Barcelone et qui prennent part aux combats aux côtés de sportifs d'Espagne, étant ainsi les premiers combattants internationalistes aux côtés des Républicains espagnols.

Comme prévu, les Jeux de Berlin furent, dans un décorum nazi, ouverts par Hitler le 1<sup>er</sup> août 1936. Pour la circonstance, les inscriptions et panneaux antisémites avaient été enlevées des rues de Berlin et la législation anti-homosexuelle suspendue pour les sportifs et visiteurs étrangers.

La délégation allemande, qui ne comprendra aucun Juif, inclura comme aïbi une «demi-juive», la championne du monde de fleuret Hélène Mayer, qui remportera une médaille, et un seul opposant connu au régime, le communiste Werner Seelenbinder, champion de lutte, qui avait accepté de participer aux Jeux – malgré la consigne de boycott du P.C. allemand (KPD) – dans le but de refuser publiquement de saluer Hitler le bras tendu lors de la remise de médaille.<sup>7</sup>

L'Allemagne, avec 89 médailles dont 33 d'or triomphera devant les Etats-Unis, voyant dans ce résultat le triomphe de la «race» aryenne. Hitler aura dû cependant «subir» la victoire en athlétisme du sprinter noir américain Jesse Owens...

Jeux Olympiques contre Olympiade populaire, une opposition qui en cette année 1936 recouvre celle de l'antifascisme au fascisme et qui préfigure un affrontement durable qui se terminera – du moins dans cette phase de l'Histoire – en 1945, et dans lequel les sportifs auront pris leur place ; en France aussi.

## LE SPORT OUVRIER FRANÇAIS

A la fin du 19<sup>e</sup> siècle et au début du 20<sup>e</sup> le mouvement ouvrier s'est développé en Europe de manière multiforme sur les plans politique, syndical, culturel, sportif, de l'éducation popu-

<sup>1</sup> Erich Seelig s'exilera en France puis en 1935 aux Etats-Unis, Daniel Prens et Gretel Bergmann en Grande-Bretagne.  
<sup>2</sup> Rukeli Trollmann sera déchu de tous ses titres par les nazis. Arrêté par la Gestapo en 1942, il sera assassiné le 9 février 1944 au camp de Wittenberge-Neuengamme.  
<sup>3</sup> Fondée en 1920 à Lucerne (Suisse), l'ISOS – qui prend ce nom en janvier 1928 – regroupe en 1931 près de 1 900 000 sportifs ouvriers dans 25 fédérations nationales de 18 pays. Elle organisera de 1925 à 1931, 3 Olympiades ouvrières, et une 4<sup>e</sup> en 1937 à Anvers.  
<sup>4</sup> L'Internationale Rouge Sportive ou Sportintern, fondée en juillet 1921, regroupera 2 000 000 de sportifs. Elle se dissoudra en avril 1937. Elle organisera 3 spartakiades internationales. En 1937 à Anvers, les anciens membres de l'I.R.S. participeront à l'Olympiade de l'I.S.O.S.  
<sup>5</sup> Sont aussi présents des représentants des Fédérations d'athlétisme, de rugby, de lutte, d'haltérophilie, de l'Office du Sport Universitaire, de l'Union Française des Œuvres Laïques d'Education Physique (UFOLEP), de la Fédération féminine française de gymnastique et d'éducation physique.  
<sup>6</sup> Président de la Généralité de Catalogne, entité autonome reconnue par la République Espagnole, Lluís Companys se réfugiera en France en 1939 à la victoire de Franco, s'établissant à la Baule. Arrêté par la Gestapo le 13 août 1940 à son domicile, situé en zone nord occupée, il sera livré à Franco qui, après l'avoir fait torturer, le fera exécuter le 15 octobre 1940.  
<sup>7</sup> Agé de 32 ans, Seelenbinder, ne finissant que 4<sup>e</sup>, ne pourra ainsi mettre son projet à exécution. Lié au groupe clandestin de résistance communiste de Robert Uhrig, il sera arrêté avec 64 autres membres du groupe le 4 février 1942. Après avoir été torturé et connu 9 camps et prisons, il sera condamné à mort pour trahison et guillotiné le 24 octobre 1944 à la prison de Brandenburg-Görden.

laire ; parfois concurremment à d'autres courants, religieux notamment.

Cela a aussi été le cas en France, où la Fédération sportive et athlétique socialiste (F.S.A.S.), fondée en 1908, est le pendant de la Fédération Gymnastique et Sportive des Patronages de France (FGSPF) d'inspiration confessionnelle créée en 1903, ou de l'Union des Sociétés Françaises de Sports Athlétiques, d'inspiration laïque.

À la veille de la Première Guerre mondiale, la F.S.A.S. n'a qu'un millier d'adhérents, et le conflit, qui a mobilisé cadres et membres, a entravé son fonctionnement et son activité.

C'est son congrès de Paris en juillet 1919 – changeant le nom de la F.S.A.S. en «Fédération Sportive du Travail» (F.S.T.) – qui va permettre le renouveau et l'essor de la Fédération, laquelle adhère à l'I.S.O.S. socialiste ; une adhésion remise en cause au Congrès de Montreuil de la F.S.T. en 1923, où est posée la question de l'adhésion à l'Internationale Rouge Sportive (I.R.S.) née en 1921.

L'adhésion ayant été votée, la minorité quitte la F.S.T. pour former l'Union des Sociétés Sportives et Gymniques du Travail (U.S.S.G.T.) proche du Parti Socialiste (SFIO). Pendant une décennie, les deux fédérations vont être rivales dans l'affiliation des clubs ouvriers d'usines ; devant toutes deux faire face à la concurrence non seulement des fédérations religieuses ou laïques, mais aussi de fédérations corporatives d'inspiration patronale.

L'arrivée de Hitler et l'extension de la menace fasciste – y compris en France où, le 6 février 1934, les ligues factieuses ont tenté un coup de force – vont modifier les rapports entre les deux fédérations sportives ouvrières. Lors du «Rassemblement international des sportifs contre fascisme et la guerre» qui, à son ouverture au Stade Pershing à Paris le 19 août 1934, rassemble 3 000 sportifs (dont 1 200 étrangers de 18 pays), Albert Guillevic, secrétaire de l'U.S.S.G.T. (et co-président de l'I.S.O.S.), envisage publiquement sa fusion avec la F.S.T.

Les 23 et 24 décembre 1934, réunis dans un congrès commun 33 rue de la Grange-aux-Belles à Paris, les délégués de 515 clubs de la F.S.T. (11 000 membres) et de l'U.S.S.G.T. (7 000 membres) décident leur unification au sein de la «Fédération Sportive et Gymnique du Travail» (F.S.G.T.) ; laquelle va intégrer le «Rassemblement populaire contre le fascisme, pour le Pain, la Paix et la Liberté», et appuyer après mai 1936 la politique sportive de Léo Lagrange, le nouveau Secrétaire d'Etat aux sports et aux loisirs du Gouvernement de Front populaire. En 1938, la F.S.G.T. a 128 000 adhérents, ses secrétaires généraux sont Albert Guillevic, ex-U.S.S.G.T., Auguste Delaune, issu de la F.S.T. et militant communiste.<sup>8</sup>

L'année 1939 va diviser à nouveau le mouvement sportif ouvrier : l'approbation par le Parti communiste du Pacte germano-soviétique de non-agression a entraîné sa dissolution par le gouvernement ainsi que celle des organisations qui lui sont liées ou réputées telles, la déchéance des élus communistes,

l'épuration des organisations de leurs cadres communistes, etc. Le 15 octobre 1939, 11 communistes sont exclus de la Commission exécutive de la F.S.G.T., qui reste dirigée uniquement par les ex-U.S.S.G.T. socialistes, 21 comités régionaux et de nombreux clubs sont dissous.

La mobilisation de 1939, l'arrestation d'encadrement communistes, la défaite de juin 1943, l'occupation de plus de la moitié de la France, l'installation de l'Etat Français vont avoir de profondes répercussions sur le mouvement sportif ouvrier.

## RÉSISTANCE ET «SPORT LIBRE»

À l'instar des régimes fascistes, le régime pétainiste va accorder de l'importance au sport, comme moyen d'encadrement de la jeunesse et censé régénérer la France. Le 13 juillet 1940 est nommé à la tête du Commissariat Général à l'Education Générale et Sportive l'ancien champion de tennis Jean Borotra, qui fera dissoudre quatre fédérations omnisports et l'U.F.O.L.E.P., et auquel succédera le 18 avril 1942 le colonel Joseph Pascot, ancien champion et international de rugby.

Dès les premiers mois de l'Occupation, les clubs sportifs officiels dans lesquels pénètrent les Résistants seront parfois une cou-

F.S.G.T. avec le régime de Vichy – qui en 1942 contraint la F.S.G.T. à changer son nom en Union sportive et Gymnique du travail (U.S.G.T.), ainsi que l'instrumentalisation du sport par le régime pétainiste, notamment dans les Chantiers de Jeunesse.

Il va aussi mener une vigoureuse campagne contre les discriminations qui frappent les sportifs juifs exclus des clubs<sup>10</sup> et qui – y compris les plus prestigieux – subissent les persécutions raciales, tels le pongiste Alex Ehrlich, arrêté en juin 1944 et déporté à Auschwitz, le nageur Alfred Nakache, sélectionné olympique de 1936, plusieurs fois champion de France, arrêté en novembre 1943 et déporté à Auschwitz en janvier 1944<sup>11</sup>, ou le boxeur Victor «Young Perez», champion du monde poids mouche en 1931, arrêté à Paris le 8 juin 1943 pour défaut de port de l'étoile jaune et déporté à Auschwitz...

Nakache, réfugié à Toulouse en janvier 1941, y avait noué des liens avec des structures de la Résistance juive de la région, participant à la préparation physique des clandestins ; d'autres sportifs connus s'engageront dans la Résistance tels Rino Della Negra, jeune footballeur vedette du Red Star, membre du Groupe Manouchian, fusillé au Mont-Valérien le 21 février 1944, le lyonnais

Tola Vologe, champion de France de hockey, champion et recordman de France du 400 m, international de tennis de table, membre de «Sport Libre», arrêté à Lyon le 24 mai 1944 et fusillé début juin à 35 ans, les rugbymen lyonnais Charles Mathon et René Barnoud, eux aussi membres de «Sport Libre»...

La libération venue, les militants de «Sport Libre» vont libérer les armes à la main le siège parisien de l'U.S.G.T., en chasser les dirigeants collaborationnistes et reconstituer la F.S.G.T., épurée de ses cadres vichystes.

«Sport Libre» cessera de paraître à la Libération et sera remplacé par deux publications issues de la Résistance, le quotidien *Sports* et l'hebdomadaire *Miroir Sprint*, qui seront à l'origine avec le quotidien communiste *Ce Soir* – déjà organisateur en 1945 des «Boucles de la Seine» – de la première tentative de ressusciter le Tour de France : ce sera la «Ronde de France», qui reliera du 10 au 14 juillet 1946 Bordeaux à Grenoble, en passant par les Pyrénées, avec parmi 92 coureurs engagés les Français Jean Robic, Raphaël Géminiani et Apo Lazarides. Elle n'aura pas de suite.

Une dizaine de jours plus tard partira de la Principauté, le 23 juillet 1946, le «Monaco-Paris» qui aboutira au Vélodrome du Parc des Princes le 28 juillet ; et qui – bénéficiant des moyens techniques du *Journal l'Auto*, interdit à la Libération – sera la matrice du «Tour de France», lequel repart en 1947.

Une dizaine de jours plus tard partira de la Principauté, le 23 juillet 1946, le «Monaco-Paris» qui aboutira au Vélodrome du Parc des Princes le 28 juillet ; et qui – bénéficiant des moyens techniques du *Journal l'Auto*, interdit à la Libération – sera la matrice du «Tour de France», lequel repart en 1947.

<sup>8</sup> *Sport Libre* aura une section de tourisme et cyclo-camping, qui publiera en 1944 «Plein air Libre».

<sup>9</sup> À partir de 1929 exista au sein de la F.S.T. puis de la F.S.G.T. un club sportif ouvrier juif, le *Yddisher Arbeiter Sport Klub* (YASK), dissous en 1939 et reconstitué dans la clandestinité. Les futurs Résistants Henri Krasucki et Marcel Rayman (Groupe Manouchian) en furent membres, nombre de leurs camarades disparurent dans les camps. Des membres du YASK rejoindront Carnagrole-Liberté, la 35<sup>e</sup> Brigade Marcel-Langer...

<sup>10</sup> Né en Algérie en 1915 dans une famille juive de Constantine, il est déchu de sa nationalité par l'abolition du décret Crémieux de 1870 ; il reviendra de déportation. Victor Young Perez n'aura pas cette chance...



De g. à d. : Auguste Delaune, Robert Mension, Alfred Nakache, Victor Pérez.

verture pour la réorganisation des structures politiques ou syndicales interdites ou la tenue de réunions clandestines.

Dans la clandestinité, Auguste Delaune – arrêté comme communiste le 6 octobre 1940, interné successivement au camp d'Aincourt, à la centrale de Poissy puis à Châteaubriant, d'où il s'évadera le 21 décembre 1941 – et Robert Mension, secrétaire général de la F.S.G.T. de la Région parisienne jusqu'en 1939, entreprennent de regrouper en premier lieu – mais non exclusivement – des anciens militants de la F.S.G.T. exclus en 1939, et mettent sur pied un réseau qui va porter le nom du Journal clandestin qu'il publie : «*Sport libre*» ; lequel, à partir de 1943 sera affilié au Front Uni de la Jeunesse Patriotique, dont il se présente comme en étant la section sportive.<sup>9</sup>

Auguste Delaune, ayant été arrêté le 27 juillet 1943 par la police française, livré à la Gestapo et ayant succombé sous la torture le 12 septembre 1943, il est remplacé à la tête de «*Sport libre*» par Robert Mension, lequel devenant ensuite membre du triangle national de direction de la Jeunesse communiste, est à son tour remplacé par Raoul Gattégno, arrêté en juin 1944 et libéré par l'insurrection parisienne d'août.

«*Sport libre*» va dénoncer la politique de collaboration des dirigeants officiels de la

Les deux présidents sont le communiste Georges Marrane – maire d'Ivry-sur-Seine et futur vice-président du Comité Parisien de Libération – et le socialiste en 1915 Poggioli.

<sup>8</sup> Auguste Delaune, né en 1908, ouvrier soudeur, a adhéré à un club sportif ouvrier en 1923, il remporte en 1928 le Cross de l'Humanité. À son retour du service militaire, il accède au secrétariat général de la FST, et devient membre du Comité exécutif de l'I.R.S.

## GILBERT VÉDY- «MEDERIC»

Fils de Jules Védý, employé en plomberie, et de son épouse Alphonsine, Gilbert Védý, naquit le 16 février 1902 dans le 14<sup>e</sup> arrondissement de Paris, et sera l'un des onze enfants du couple.

Comme trois de ses frères, il embrassera la profession paternelle, acquérant toutefois une qualification qui lui permettra de travailler à Cherbourg où il arrive vers 1934-1935, comme ingénieur conducteur de travaux, avec son frère Raymond, dans une entreprise de travaux publics, la «Société parisienne de l'industrie».

Le 17 juin 1940, Gilbert Védý viendra en aide avec son frère Raymond à une douzaine de soldats anglais, en mettant à leur disposition une vedette pour qu'ils puissent depuis le port de Diélette sur la côte ouest du Cotentin gagner les îles Anglo-normandes.

Dès le 3 juillet 1940 à Cherbourg, Gilbert Védý, Georges Fougère et son épouse confectionnent, avec un composteur de lettres en caoutchouc, des tracts contre Pétain, qu'ils diffusent à bicyclette dans la ville. Il renouvellera l'opération en septembre avec son frère Raymond en collant tracts et papillons

Tous deux vont ensuite participer en cette fin 1940 au groupe local de résistance qu'ont constitué le maire de Tourlaville, Jules Lemoigne<sup>1</sup> et l'ingénieur Cottat, responsable des travaux d'adduction d'eau à la « Société parisienne », et que viendront rejoindre ensuite Marcel Leblond, Directeur de la Défense passive et le garagiste Auguste Giot.

En 1941, ayant été désigné par Leblond comme chef de secteur de la Défenses passive, il peut circuler librement dans cette zone côtière particulièrement contrôlée par les Allemands. Cependant, dénoncé, Gilbert Védý va devoir quitter la Manche et partir le 24 juillet pour Paris sous la fausse identité d'un peintre décédé, fournie par le secrétaire de mairie de Querqueville.

En 1942, le groupe de Résistance de Tourlaville entre en contact par l'intermédiaire du garagiste Giot, en relations d'affaires avec René Leduc, responsable parisien du mouvement de Résis-

tance qu'ont constitué en zone occupée Maurice Ripoché, Jacques Ballet, et Henri Pascal, "Ceux de la Libération" (CDLL).

Par l'intermédiaire de Giot, Gilbert Védý, alias «Médéric»<sup>2</sup> – son deuxième prénom – est mis en relation avec Leduc et rejoint CDLL où, très actif, il s'occupe de l'organisation du Mouvement au niveau national. En octobre 1942, CDLL fusionne avec le mouvement "Vengeance" et s'intègre dans la France Combattante.

### RESPONSABLE DE C.D.L.L.

L'arrestation le 3 mars 1943 de Maurice Ripoché<sup>3</sup>, que Roger Coquoin tentera sans succès de faire évader lors d'un transport cellulaire vers la rue des Saussaies, et qui sera déporté le 11 avril 1943 en Allemagne, conduira Gilbert Védý à assurer avec Jacques Ballet et Roger Coquoin («Lenormand»), qui avait pris en 1943 le commandement de la Région P de l'Armée Secrète (A.S.), la direction de CDLL, qui sera l'un des mouvements représentés à la réunion constitutive du CNR.

A la mi-juin 1943, Médéric part pour Londres par une opération aérienne. De retour en France le 15 août, il repart pour Londres le 13 septembre 1943 avec son épouse grâce à une opération *Lysander* depuis le terrain clandestin "Gide" en Indre-et-Loire.

Délégué pour la Zone nord du Comité Central de la Résistance, il discute avec les services de la France libre de la mise en place des futurs Comités de Libération en métropole. Par ailleurs délégué de la Résistance à l'Assemblée consultative, mise en place à Alger en novembre 1943, il en sera vice-président de la commission de la Défense nationale en qualité de représentant de la Résistance, ayant en charge le dossier relatif à l'effort de guerre et à l'armement de la Résistance. Il fera plusieurs voyages dangereux entre la métropole, Londres et Alger.

En janvier 1944, C'est à Alger qu'il apprend la mort de Roger Coquoin, abattu dans un guet-apens. Décidant alors de retourner en France, il sera débarqué depuis l'Angleterre le 18 mars



1944 sur la côte du Finistère à Kersoulo par une vedette lance-torpilles, et gagne Paris pour y prendre la tête de CDLL.

Trois jours plus tard, pendant lesquels il avait rencontré au métro Grenelle (aujourd'hui Bir Hakeim), Jacques Chaban-Delmas, Gilbert Védý, se trouvant au domicile de Mme Renée Fanti, 57 rue de la Chaussée d'Antin, lors d'une perquisition effectuée par le commissaire du quartier des Grandes carrières. Bien que se présentant sous le nom de Jacques Marlier, industriel à Gouesnou (Finistère), il est arrêté et transféré à la Brigade spéciale (BS1) anti-«terroriste» commandée par le sinistre commissaire David, où il est identifié.

C'est lors de l'interrogatoire mené par David, après avoir seulement reconnu son identité et son rôle de dirigeant de la Résistance que, pour ne pas parler plus et après avoir dit à David : «Vous allez voir comment un Français sait mourir», il casse la capsule de poison qu'il avait dans la bouche. Transporté à l'Hôtel-Dieu, admis à la salle Cusco à 18 h 15, il décède à 19 heures.<sup>4</sup> Il est inhumé au cimetière des Batignolles près de la Porte de Clichy.

Fait Compagnon de la Libération à titre posthume par décret du 29 avril 1944, Gilbert Védý est Chevalier de la Légion d'Honneur, Croix de Guerre 39/45 et Médaille de la Résistance.

<sup>1</sup> Maire de Tourlaville depuis 1932, il sera révoqué en 1943 et devra quitter la Manche pour la Région parisienne où il sera assigné à résidence au Molay-Litry, ne revenant dans le département qu'à la Libération, servant de liaison avec les troupes américaines débarquées.

Le 16 juin 1944, il est nommé sous-préfet des premiers cantons libérés de la Manche, en poste à Sainte-Mère-Église, fonction qu'il abandonnera quinze jours plus tard pour se consacrer à sa maine retrouvée.

<sup>2</sup> Il utilisera plusieurs autres pseudonymes clandestins : Jean David, Docteur Gil, René Lemoulec, Le Moal, Jacques Marlier...

<sup>3</sup> Transféré en Allemagne à la prison de Derendorf, Maurice Ripoché y fut «jugé» et condamné à mort en mai 1944 ; il sera guillotiné en juillet.

<sup>4</sup> Son frère aîné, Maxime, militant communiste, interné au Fort Barraux (Isère) dont il s'évadera fin 1940 pour rejoindre la Résistance sous le pseudonyme de Le Hêtre. Il intégrera le 15 août 1942 les FTPF, dont il deviendra un cadre en Région sud de Paris. Arrêté le 15 octobre 1943, torturé, interrogé sur son frère Gilbert, il sera fusillé au Mont-Valérien le 7 mars 1944.

# LES FORCES FRANÇAISES DE L'INTERIEUR (F.F.I.)

Le 29 décembre 1943, Georges Beauvils (*Joseph, Marceau, La-tour*), au nom des Francs-Tireurs et Partisans Français (F.T.P.F.), Pierre Dejussieu (*Pontcarral*), au nom de l'Armée Secrète (A.S.), et Louis-Eugène Mangin, faisant fonction de Délégué militaire du Comité Français de Libération Nationale (C.F.L.N.) basé à Alger et présidé par le général de Gaulle – dont il a reçu mission de « coordonner les activités paramilitaires des mouvements de Résistance sur l'ensemble de la France » – signent un accord visant à unifier aux plans départemental, régional et national les commandements des structures militaires des deux principales formations armées de la Résistance intérieure ; les structures de base gardant leur autonomie.

Reste hors de l'accord l'Organisation de Résistance de l'Armée (O.R.A.), issue de cadres et soldats de l'« Armée d'armistice » de l'Etat Français, dissoute après l'invasion de la Zone Sud par la Wehrmacht le 11 novembre 1942 ; cette origine nourrit des préventions à son égard. Elles finiront à être levées le 26 février 1944 au terme de longues négociations et l'O.R.A. intègre les commandements F.F.I.

En mars 1944 est mis en place l'état-major national F.F.I. (EMN-FFI), placé sous la direction de Dejussieu-Pontcarral et sous le contrôle de la Commission d'Action (Comidac) créée par les mouvements de Résistance le 1<sup>er</sup> février 1944 et composée de Maurice Chevalance-Bertin (Action immédiate), Jean de Vogüe (*Vaillant*) et Pierre Villon. Participent à ses réunions Marcel Degliame-Fouché, le général Dejussieu-Pontcarral, Louis-Eugène Mangin, Délégué militaire National (DMN) par intérim et, après le 24 février et sans voix délibérative le général Revers (ORA).

Le 13 mai 1944, le Conseil National de la Résistance (CNR), décide de placer la Comidac – qui devient le Comité d'Action Militaire (Comac) – sous son autorité comme « organisme de direction et de commandement des F.F.I. » avec à sa tête les 3 V : Maurice Kriegel-Valrimont, Jean de Vogüe (*Vaillant*) et Pierre Villon.

Participent à ses réunions Jacques Chaban-Delmas, DMN,

qui a remplacé Mangin, le général Revers, et Alfred Malleret-Joinville, ancien responsable régional de Libération-Sud puis des Mouvements Unis de Résistance (M.U.R.) de la Région Lyonnaise qui a remplacé le 24 mai à la tête de l'EMN-FFI Pontcarral, arrêté le 5 mai précédent.

Parallèlement, à Londres, dans le but de contrôler les formations militaires de la Résistance, a été mis en place à Londres par le Gouvernement Provisoire de la République Française (GPRF) qui a succédé au CFLN, un autre Etat-major FFI (EMFFI) sous la direction du général Pierre Koenig, dont l'autorité restera théorique jusqu'à la Libération.

L'EMN-FFI a divisé la France en 6 régions en Zone Sud. R1 : Rhône-Alpes, R2 : Pacca+Gard ; R3 : Languedoc-Roussillon+Aveyron ; R4 : Midi-Pyrénées + Lot-et-Garonne ; R5 : Limousin+Dordogne ; R6 : Auvergne+sud du Cher) et 8 régions en Zone Nord. P (Paris, Ile-de-France, Oise, Aube, Yonne, Loiret, nord du Cher, Loir-et-Cher, Eure-et-Loir) ; A : (Aisne, Nord, Pas-de-Calais, Somme et Seine-Inférieure), B : (Basses-Pyrénées, Gironde, Landes, Charente, Charente-Maritime, Deux-Sèvres, Vendée) ; C : (Champagne-Ardenne, Lorraine, Alsace) ; D : Bourgogne, Franche-Comté) ; M (Normandie sauf Seine-inférieure, Bretagne, Pays de Loire), subdivisée en sous-régions.

Dès le 28 août 1944, le G.P.R.F. décidera la dissolution des organes de commandement des F.F.I., lesquels vont commencer à être intégrés à partir du 19 novembre dans l'Armée.



Le général Malleret-Joinville.

# LES FRANCS-TIREURS ET PARTISANS FRANÇAIS (F.T.P.F.)

L'acte de naissance des Francs-Tireurs et Partisans Français se situe au printemps 1942 (avril) et est de fait l'unification en une seule de plusieurs structures préexistantes.

## L'Organisation Spéciale (O.S.)

Dès octobre 1940, la Direction clandestine du Parti communiste met sur pied de petits groupes de militants aguerris chargés de missions diverses, telle la protection des distributions de tracts et des manifestations mais aussi la collecte des armes et explosifs abandonnés dans les champs et les bois par des militaires français lors de la retraite face à l'offensive allemande de mai 1940, ou jetés dans les égouts pour ne pas risquer pour leur possession jusqu'à la peine de mort de la part des occupants ; ces groupes pratiqueront aussi des sabotages.

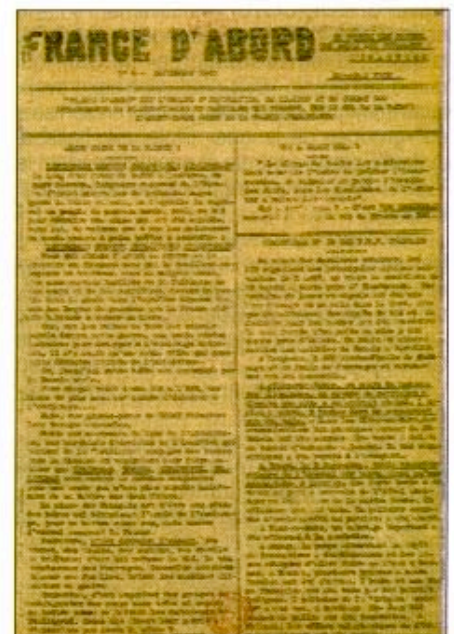
Ils vont être rassemblés dans une structure, l'« Organisation Spéciale », placée sous la direction du lieutenant-colonel de réserve Jules Dumont, ancien colonel des Brigades nationales en Espagne ; proches de l'O.S. sont les Groupes de Sabotage et de Destruction (GSD) mis en place en liaison avec les syndicalistes ex-unitaires de la CGT, eux

aussi clandestins, et placés sous la responsabilité de Joseph Epstein, lui aussi ancien des Brigades internationales.

De la fin 1940 à celle du printemps 1941, va se développer l'activité de sabotage et, en août 1941, le « coup de feu » de Pierre Georges (« Fredo »), lequel abat le 21 août un officier allemand, l'aspirant Moser, au métro Barbès Rochechouart à Paris, donne le signal du début de la lutte armée en zone Nord ; directement dirigée contre les militaires des forces d'Occupation mais qui va aussi s'étendre aux membres de l'appareil répressif de Vichy collaborant avec elles et aux collaborateurs, en particulier aux dénonciateurs.

La lutte armée est placée sous la direction de Charles Tillon, avant-guerre membre du Comité central du Parti communiste et depuis 1936 député d'Aubervilliers, avec pour adjoint Eugène Hénaff, dirigeant syndical CGT avant-Guerre, arrêté le 18 octobre 1940 par la police française, interné à Aincourt, Clairvaux puis au camp de Châteaubriant d'où il s'était évadé le 18 juin 1941.

L'O.S. est reconnue comme formation combattante à partir du 30 octobre 1940 (cf. *Bulletin Officiel des Armées* n° 367 de janvier 1973).



Le n° 1 paraît en septembre 1941, il va être l'organe militaire des FTP.

## LES «BATAILLONS DE LA JEUNESSE»

Titre d'un ouvrage d'Albert Ouzoulias retraçant leur action, les Groupes de combat Jeunesse Communiste (J.C.) vont être développés à l'été 1940 sous la direction d'Albert Ouzoulias, ancien secrétaire général des J.C. de Rhône-Alpes avant-guerre, fait prisonnier le 10 juin 1940, évadé le 26 juillet 1941 d'un stalag d'Autriche et qui, de retour à Paris, a repris contact avec la direction clandestine de la J.C. par l'intermédiaire de Danièle Casanova. L'intégrant à la direction clandestine des J.C., elle le chargera d'organiser les groupes de combat de la J.C., dont la naissance a lieu à l'été 1941 lors d'une séance de «camping» dans les bois du Lardy près d'Etampes : Pierre Georges y initie du 15 au 17 août au maniement des armes de futurs combattants, tels Maurice Le Berre, Marcel Boudarias, Pierre Tourette...

De la fin août à la fin septembre 1941, Albert Ouzoulias va multiplier les déplacements en zone Nord, y rencontrant les dirigeants clandestins de la J.C. ainsi que de futurs animateurs de la lutte armée, tels dans le Nord Michel Brulé et Eusébio Ferrari ou Louis Coquillet à Rennes. Il organisera le déplacement à Nantes de trois combattants parisiens de la J.C., Marcel Boudarias et Gilbert Brutslein et Guisco Spartaco, qui y abattront le commandant allemand de la ville, Holtz.

La répression s'abattra : en avril 1942, une cour martiale allemande - c'est le «Procès de la Chimie» de 27 combattants des «Bataillons de la Jeunesse» et de l'O.S. - condamnera à mort 23 d'entre eux, qui seront fusillés au Mont-Valérien ; Simone Schloss sera guillotinée en Allemagne.

## LES GROUPES ARMÉS DE LA M.O.I.

Créée en 1925 à la charnière du Parti communiste et de la Confédération Générale du Travail Unitaire (CGTU), primitivement sous le nom de «Main-d'œuvre étrangère», (M.O.E.), la «Main-d'œuvre immigrée» (M.O.I.), qui prend ce nom en 1932, s'adresse aux travailleurs immigrés qui sont organisés en son sein en «groupes de langue» (Polonais, Italiens, Juifs d'Europe centrale et orientale parlant le Yiddish, etc.) disposant d'un journal dans leur langue.

Interdite à l'automne 1939 comme les autres structures communistes, la M.O.I. s'est elle aussi réorganisée dans la clandestinité, sous la direction de Conrado Miret i Musté, ancien membre du Parti socialiste unifié de Catalogne (P.S.U.C.), le parti communiste en Catalogne, et commandant de l'Armée républicaine espagnole.

Réfugié en France après la défaite des Républicains, Conrado Miret i Musté fut interné au camp d'Argelès-sur-Mer. Arrêté en 1940, détenu à la prison de la Santé, il s'évada à la faveur de la débâcle et passa à la clandestinité. En mars 1941, devenu «Lucien», il organisa les groupes armés de la M.O.I. : attaque d'un garage rue de Paris à Vincennes, le 5 septembre 1941, opération du 19 septembre 1941 contre le garage SOGA du 21, boulevard Pershing (XVII<sup>e</sup> arr.), où étaient ré-

parées les voitures de l'état-major allemand, attaque du 28 novembre 1941, contre un hôtel, rue Championnet à Paris (XVII<sup>e</sup> arr.), lors de laquelle trois soldats allemands furent tués.

Arrêté en novembre 1941 au Champ-de-Mars, il mourut sous la torture au début d'avril 1942, avant l'ouverture de son procès, sans avoir révélé son identité. Son corps n'a jamais été retrouvé.

## FRANCS-TIREURS ET PARTISANS (FTP)

Fin 1941-début 1942 se développe un processus d'intégration de l'O.S., des «Bataillons de la Jeunesse» et des groupes armés de la M.O.I. facilité par leur participation à des opérations communes et nécessité par les conséquences de la répression qui éclaircit les rangs, ainsi que par le souci de cohésion.

C'est d'abord le **Travail Particulier (TP)**, qui prend rapidement le nom de **Franco-Tireurs et Partisans Français (FTP)**.

Dès la fin octobre 1941 avait été mis en place sous la direction de Charles Tillon un «Comité Militaire National» (CMN), avec Ouzoulias, Hénaff, Jules Dumont et Georges Beyer, dirigeant syndical des Industries chimiques avant-guerre et qui va avoir la res-

ponsabilité du service de renseignement (Réseau FANA, service B) des FTP ; Jules Dumont, menacé par la police, sera remplacé par Georges Vallet, (Raoul) ancien des Brigades internationales, qui assume le rôle de Commissaire militaire national avant que la responsabilité soit confiée à Albert Ouzoulias. Dumont et Vallet, arrêtés, seront fusillés.

A partir d'avril 1942, le biologiste Marcel Prenant<sup>1</sup>, sympathisant communiste, intègre comme chef d'état-major des FTP le CMN, d'où part, pour des raisons de sécurité, Eugène Hénaff, remplacé comme commissaire politique par Albert Ouzoulias, que René Camphin, un responsable communiste d'avant-guerre dans le Pas-de-Calais, remplace comme «militaire» ; il aura aussi la responsabilité de commissaire aux effectifs, chargé du passage aux FTP de membres des Jeunesses communistes et du Front National pour l'indépendance de la Libération de la France, dont en 1943 les FTPF vont devenir le bras armé. Laurent Casanova rejoindra aussi le CMN.

Le développement de la lutte armée en zone Sud, après son invasion par la Wehrmacht en novembre 1942, va amener à la mise en place à Lyon d'un «Comité Militaire de la Zone Sud» (CMZ) sous la direction d'André Jacquot (Larzac) et avec Francisque Jomard (colonel Valbonne), Mathieu Puyo (Mérignac) et Boris Guimpel (Mailly, Gaillard). Le 13 mai 1944, le

CMZ sera démantelé par l'arrestation de plusieurs de ses membres par la Gestapo. Essentiellement composé de groupes urbains de combat à leur fondation début 1942, les FTPF, après l'invasion de la Zone Sud, vont développer la formation de maquis, privilégiant les petits maquis très mobiles - «n'accepter le combat en ligne que dans les situations désespérées et adopter la tactique "de la goutte de mercure" qui dès qu'on veut s'en saisir s'éparpille en fines gouttelettes - dira Charles Tillon - aux grands maquis statiques tels le Vercors et les Glières. De même qu'ils seront partisans de «l'action immédiate» d'harcèlement de l'ennemi (occupants, Milice...) alors que l'A.S. et l'O.R.A. privilégieront la préparation du «Jour J», celui du débarquement libérateur.

Sur le plan départemental (régional) ainsi que sur le plan interrégional (plusieurs départements), les FTP ont à leur tête un triangle de direction composé d'un commissaire aux effectifs, d'un commissaire aux opérations et d'un commissaire technique.

Le développement des maquis en 1944, avec l'afflux de jeunes fuyant le S.T.O amènera la formation de compagnies et de bataillon dont l'aménagement sera un problème récurrent. Le plus important maquis FTP sera celui que commande Georges Guingoin en Haute-Vienne, d'autres maquis FTP se développeront en Aquitaine, dans le Morvan (maquis Vauban), dans les Savoies, en Bretagne, dans le Centre, les groupes de combat urbains sont développés en Région parisienne, dans le Nord-Pas-de-Calais, en Région Lyonnaise, Marseillaise...

Quand la Libération arrivera, les quelques 25 000 FTP y participeront intégrés aux F.F.I.

## LES FTP- M.O.I.

A la constitution des FTP à partir de leurs trois composantes fondatrices, les combattants de la M.O.I. vont sous l'autorité de la Direction nationale des FTP, garder une spécificité d'organisation liée aux groupes de langue, recrutant parmi les Juifs originaires d'Europe centrale, les Italiens, les Espagnols...

En Région parisienne, sous l'autorité de Joseph Epstein (Colonel Gilles), chef de tous les FTP de la Région, ils seront en 1943 organisés en 4 détachements, commandés par Boris Holban puis Missak Manouchian ; à Toulouse ce sera la 35<sup>e</sup> Brigade «Marcel-Langer», à Lyon et Grenoble, ce sera «Carnagole Liberté» ; à leur actif, des actions spectaculaires telle l'exécution en septembre 1943 à Paris de Julius Ritter, l'adjoint de Fritz Sauckel, le «négrier» d'Hitler, l'attentat contre Boemelburg, le commandant du Gross Paris, à Toulouse l'exécution du Procureur général Lespinasse.

L'épopée des FTP-M.O.I est illustrée par l'«Affiche rouge» devenue le symbole du «Groupe Manouchian», dont les 23 membres furent fusillés le 21 février 1944 au Mont-Valérien. Olga Bancic sera décapitée à Stuttgart le 10 mai suivant.



Charles Tillon

Albert Ouzoulias

Marcel Prenant

René Camphin

<sup>1</sup> Marcel Prenant sera arrêté le 28 janvier 1944 par la Gestapo, torturé et déporté à Neuengamme, dont il reviendra.

# L'ARMÉE SECRÈTE (A.S.)

Elle va être le regroupement des formations paramilitaires des plus importants mouvements de résistance « gaulliste » de la zone Sud : Combat, Libération-Sud et Franc-Tireur.

Au printemps 1942, les trois mouvements souhaitent coordonner leurs structures militaires afin de les rendre plus efficaces. Henri Frenay, chef de *Combat*, va prendre l'initiative de transformer les groupes armés de son mouvement en une « Armée secrète » première mouture, dont il confie la direction à François Morin et qui est surtout implantée dans les régions de Lyon et Marseille.

Frenay, dont les ambitions hégémoniques sont importantes, va se heurter à l'opposition d'Emmanuel d'Astier de La Vigerie, chef de *Libération-Sud*, et à celle de Jean-Pierre Lévy, chef de *Franc-Tireur*, qui n'entendent pas faire passer leurs structures paramilitaires sous son autorité.

Par ailleurs, cette ambition de Frenay entre en contradiction avec la mission que le général de Gaulle a confiée à Jean Moulin, à savoir l'unification de toutes les structures paramilitaires de la Résistance dans une « Armée Secrète », séparée des branches politiques des mouvements et placée directement sous ses ordres.

Jean Moulin, ayant réussi à convaincre d'Astier de la Vigerie et Lévy de la nécessité de cette unification, sous réserve que la direction de l'A.S. ne soit pas confiée à Frenay, va solliciter pour en prendre le commandement le général Charles Delestraint, rappelé de sa retraite durant la Bataille de France, seul officier général à avoir été promu malgré la défaite. Admirateur de Gaulle qui fut sous ses ordres, il est profondément hostile à Vichy.

La proposition sera unanimement acceptée. Un comité de coordination étant toutefois prévu pour donner son accord (ou exprimer un désaccord) sur les décisions de Delestraint, notamment concernant la nomination des chefs de région.

La première rencontre entre Jean Moulin et le général Delestraint aura lieu à Lyon le 28 août 1942. A l'issue de l'entretien, Jean Moulin fait mettre immédiatement les chefs régionaux des formations paramilitaires des trois mouvements à la disposition de Delestraint, qui sera officiellement nommé en octobre par le général de Gaulle à la tête de l'A.S. (le général de Latre, également été approché, avait refusé).

En septembre 1942, l'A.S. a à sa tête le général Delestraint, avec pour adjoint le général Desmazes (*Richard*), pour chef d'état-major Frenay, comme chef du 2<sup>e</sup> Bureau Gastaldo. Hardy est chef du 3<sup>e</sup> bureau, Aubrac, Gayet et Aubry sont chef du 4<sup>e</sup> Bureau et inspecteurs régionaux.

Toutefois, la prise effective de commandement par le général Delestraint ne se fera que le 11 novembre 1942. Il aura pour secrétaire François-Yves Guillin, son chef du 2<sup>e</sup> bureau sera toujours Joseph Gastaldo, ayant pour adjoint André Lassagne, et le renseignement est confié à Albert Lacaze (4<sup>e</sup> bureau). Le chef d'état-major est François Morin-*Forestier*, issu de *Combat*, qui a remplacé Frenay ; état-major dans lequel est également intégré Raymond Aubrac.

Le général Delestraint, bien que non préparé aux exigences de la vie clandestine, passera toutefois en décembre la ligne de démarcation pour prendre contact avec les mouvements majeurs de la zone Nord : Ceux de la Libération (CDLL), Ceux de la Résistance (CDLR), Organisation civile et militaire (OCM), Front national et Libération-Nord.

De retour en zone Sud, il participera à la création des Mouvements Unis de la Résistance (MUR), lors d'une réunion qui se tiendra le 26 janvier 1943 à Miribel, dans le département de l'Ain.

La mise en place par le général Delestraint (*Vidal* dans la clandestinité) – à partir des anciennes structures des mouvements – de commandements régionaux

Ces trois arrestations, orchestrées par Geissler, figurent, en bonne place, au début du rapport Kaltenbrunner adressé le 27 mai 1943, jour de la création à Paris du Conseil National de la Résistance (CNR), à von Ribbentrop, ministre des Affaires étrangères du Reich.

Le général Delestraint va devoir ensuite s'opposer à Frenay (nommé provisoirement délégué général de l'Armée Secrète) désireux de placer l'A.S. sous la tutelle des MUR. Frenay, n° 2 de l'Armée secrète, et membre du comité de coordination de cette même armée, souhaitera le rappel de Delestraint et sa propre nomination à la tête de l'A.S. Ce à quoi s'opposeront à nouveau les autres membres du comité de coordination, Jean Moulin, d'Astier et Lévy.

Effectuant en février 1943 un voyage à Londres pour y rencontrer les autorités alliées et de la France libre, le général Delestraint se verra explicitement chargé de faire de l'A. S. le « noyau de la future armée française », estimée à 150 000 hommes.

Cet objectif va être contrecarré par plusieurs chutes : François Morin-*Forestier* est arrêté en mars, avec Raymond Aubrac, Maurice Kriegel-Valrimont et Serge Ravanel, des MUR, et ne pourra être libéré qu'en mai, grâce à l'action de son ancien codétenu, Raymond Aubrac. Sa libération ne permet pourtant pas son retour à l'état-major : trop exposé, il est exfiltré vers Londres.

En avril, Delestraint repart une nouvelle fois à Paris où il arrive le 11 avril. Dans un rapport du 4 juin, Moulin déplorera les risques que prend Delestraint, accomplissant seul son travail alors qu'il devrait être mieux secondé.

Des risques qui vont se concrétiser le 9 juin 1943 au matin : le général Delestraint, Joseph Gastaldo (*Garin*) et Jean-Louis Théobald (*Jean-Jacques Terrier*), un de leurs adjoints chargé des relations avec Daniel Cordier, le secrétaire de Jean Moulin, sont arrêtés à Paris devant la station de métro de la Muette, où ils avaient rendez-vous avec René Hardy (*Didot*), responsable de Résistance-fer.

L'arrestation du général Delestraint qui, déporté, sera en avril 1945 assassiné à Dachau, va nécessiter de lui trouver un successeur. A cette fin, une réunion d'état-major est organisée le 21 juin à Caluire-et-Cuire dans la banlieue de Lyon, dans la maison du Dr Dugoujon, en présence de Jean Moulin, du lieutenant-colonel Émile Schwarzfild pressenti pour la succession de Delestraint, d'Albert Lacaze, de Bruno Larat, de Raymond Au-



De g. à d. : général Delestraint, général Dejussieu-Pontcarral, colonel Gastaldo, colonel Vincent (Vény).

et départementaux unifiés, va être entravée par la répression qui s'accroît.

Ainsi en région R1, au début de février 1943, l'A.S. est décapitée par Hugo Geissler, Kommandeur du Sipo-SD à Vichy, et ses hommes ; Lesquels arrêtent à Lyon le 1<sup>er</sup> février, place du Pont, le capitaine Claudius Billon, chef de l'AS de R1 (onze départements), et son adjoint Pierre Lavergne.

Le 3 février, à Saint-Étienne (au 31, rue Basse-des-Rives), l'état-major départemental de l'AS tombe lors d'une réunion clandestine ; les mêmes arrêteront le chef de l'AS-Loire, le lieutenant Vidiani, et ses compagnons.

Le 10 février, au Puy-en-Velay, le SD poursuit le démantèlement de l'AS en R1 avec l'arrestation du chef de l'AS de Haute-Loire, Alfred Salvatelli, ainsi que plusieurs de ses compagnons. À partir de cette dernière arrestation (10 février), le département de la Haute-Loire passera en région R6 (Auvergne).

brac, candidat à la direction de la zone Nord, d'Henri Aubry et de René Hardy.

La Gestapo est elle aussi au rendez-vous : tous sont arrêtés, à l'exception de René Hardy, sur lequel pèseront de graves présomptions...

En juillet 1943, le colonel Pierre Dejeussieu-Pontcarral est nommé chef d'état-major d'une Armée secrète désormais sans chef officiel. Ce qui va accroître le rôle des responsables régionaux, alors que vont se développer à partir de la fin 1943 des maquis A.S. dans la plupart des Régions, à la mesure de l'arrivée des jeunes fuyant le S.T.O., dans l'Ain, le Haut-Jura, la Drôme...

Dejeussieu-Pontcarral, sera fait général par de Gaulle à la fin 1943 et en janvier 1944, est nommé chef d'état-major national des F.F.I. Arrêté le 2 mai 1944 à Paris, il sera déporté NN à Buchenwald puis à Dora-Mittelbau, dont il reviendra.

Bénéficiant de parachutages d'armes en nombre bien plus important que les FTP, les maquis A.S. vont cependant avoir une stratégie attentiste, même si, en cas d'attaques allemandes ou de la Milice, se

manifestera une solidarité de combat entre les combattants des différents mouvements, qui ont gardé leur spécificité au niveau local.

Une divergence entre l'A.S., l'O.R.A et les FTP portera sur l'importance des maquis. Alors que ces derniers privilégient les petits maquis mobiles, pratiquant la guérilla, l'A.S. – au sein de laquelle les militaires professionnels sont nombreux – s'oriente notamment vers la constitution de gros maquis, statiques, reconstituant l'armée avec sa hiérarchie, sa discipline, ses codes et se préparant à des affrontements frontaux avec l'adversaire.

C'est ce qui arrivera aux Glières, au Vercors ou au Mont-Mouchet, où l'ennemi – Allemands, miliciens, GMR – affirmera sa supériorité en effectifs et en matériels.

Le chef d'état-major de la zone Sud est le général Jouffrault, jusqu'en août 1943, date à laquelle il est lui aussi arrêté.

Le 1<sup>er</sup> février 1944, l'Armée Secrète – qui absorbera diverses petites formations tels des Corps francs locaux ou les Groupes Vény du colonel Jean Vincent, de sensibilité socialiste, bien implantés



Divisions territoriales de l'A.S. puis des F.F.I.

dans le Lot-et-Garonne – va unir ses forces à celles des Francs-tireurs et Partisans Français (FTPF) et de l'Organisation de Résistance de l'Armée (ORA) dans les Forces Françaises de l'intérieur (FFI).

## ORGANISATION DE RÉSISTANCE DE L'ARMÉE (O.R.A.)

Le 22 juin 1940, à Rethondes, la France a accepté toutes les conditions dictées par l'Allemagne en signant l'armistice demandé par Pétain le 17 juin.

Parmi ces conditions, outre l'occupation de la moitié nord et de la façade atlantique de la France, les plénipotentiaires français ont dû accepter la réduction de l'armée de terre française à 100 000 hommes en métropole, positionnés au sud de la ligne de démarcation, une aviation de 80 000 hommes et une marine de guerre de 60 000 hommes : c'est « l'Armée de l'armistice »<sup>2</sup> aux lieux et places des 5 millions d'hommes sous les drapeaux, dont 1 500 000 ont été faits prisonniers ; la France a aussi perdu ses fortifications de la ligne Maginot et des Alpes, elle doit livrer les plans des autres.

Les 100 000 hommes de l'Armée de terre sont organisés en 8 divisions, qui n'ont pas le droit d'être dotées de blindés, de matériels antichar, antiaérien... ; la Flotte de haute mer doit regagner les ports de la Méditerranée en France et en Afrique et y être désarmée.

Cette Armée d'armistice, dont les cadres ont, par adhésion politique et idéologique au régime, par discipline à l'égard de la hiérarchie militaire, par illusion sur la revanche qui serait préparée, par anglophobie qui se renforcera après l'affaire de Mers-El-Kébir lors de laquelle la flotte britannique attaqua la flotte française som-

mée de la suivre, choisi la fidélité au gouvernement dit de Vichy, est cependant traversée de courants contradictoires.

Il y a certes un courant parmi les membres de la haute hiérarchie qui est sensible aux attentions du gouvernement que le gouvernement manifeste à l'égard des militaires, et qui va mettre en œuvre de bonne grâce sa politique, telles les mesures antisémites : 106 officiers et 307 sous-officiers juifs sont écartés ; l'affaire Dreyfus il est vrai n'est pas si loin...

D'autres chefs militaires tels de Lattre, commandant militaire du Puy-de-Dôme, voient dans la situation une opportunité pour régénérer la société. Parmi eux, le général Giraud, idéologiquement proche du régime pétainiste mais hostile à la collaboration, emprisonné en Allemagne et qui va s'évader, a une audience certaine.

Certains services de l'Armée d'Armistice, sans pour autant rejoindre la Résistance, sont en marge de la politique officielle de collaboration : ce sera le cas du 2<sup>e</sup> Bureau avec à sa tête le colonel Rivet, dont les postes de renseignement, interdits par les conditions de l'armistice, sont camouflés en postes de « Travaux ruraux », organisés dès juillet 1940 depuis Marseille par le colonel Paul Paillole.

Quant au commandant Mollard, il organise – camouflée en entreprise de mécanique générale basée à Marseille, une structure clandestine, le Camouflage du Matériel (CDM), qui réussira à dissimuler en 1941 plus de 65 000 armes indivi-



Général Frère



Général Verneau

duelles, 400 canons, du matériel de transmission, des tonnes de munitions...

Le général Verneau envisage la rupture de l'armistice, l'invasion de la zone sud par la Wehrmacht et le repli de l'Armée de l'Armistice dans les zones de montagne afin de mener, à partir d'elles, des actions de guérilla contre l'envahisseur...

Un scénario prémonitoire ; à part que l'Armée d'Armistice ne va pas répondre aux attentes du général Verneau quand la Wehrmacht franchira le 11 novembre 1942 la ligne de démarcation, en direction de la côte méditerranéenne.

### DISSOLUTION DE L'ARMÉE D'ARMISTICE

Alors que des officiers, tel le général de Lattre, se déclarent prêts à résister aux envahisseurs, le gouvernement de Vichy donne à l'Armée d'Armistice de ne pas réagir ; et fait même arrêter de Lattre. Évadé, il rejoindra Alger.

<sup>2</sup> Par ailleurs, la France est – sous le contrôle de commissions d'armistice allemandes et italiennes – autorisée à conserver 220 000 hommes en Afrique et à Madagascar, 60 000 en Syrie et au Liban, jusqu'à 90 000 en Indochine.

Le 26 novembre 1942, Hitler ordonne la dissolution de l'Armée d'armistice ; et précise le 23 décembre – les Allemands ont découvert les dépôts d'armes clandestins du CDM – que «la création d'une nouvelle Armée française [...] est hors de question». Le gouvernement pétainiste va obtempérer : des dizaines de milliers de soldats et officiers sont démobilisés.

Durant 1943, 12 000 civils ou militaires – dont de nombreux officiers d'active – rejoindront, le plus souvent par l'Espagne, l'Afrique du Nord qu'a gagné le général Giraud évadé.

En France, désormais totalement occupée, le général Bridoux, qui a conservé à Vichy le titre de Secrétaire d'État à la Guerre, parviendra à former le «Premier régiment de France», composé de trois escadrons de cavalerie à cheval et à bicyclette, qui prendra part à des engagements contre... les maquis.

### NAISSANCE DE L'O.R.A.

C'est sous le nom primitif d'Organisation Métropolitaine de l'Armée (O.M.A.) que naît, à partir de militaires de l'Armée d'Armistice, l'Organisation de Résistance de l'Armée (O.R.A.).

Avant de quitter le 3 novembre 1942 la France pour l'Afrique du Nord, via l'Espagne et Gibraltar, le général Giraud a fait du Général Aubert Frère, gouverneur militaire de Lyon et qui présida le Tribunal de Clermont-Ferrand qui condamna à mort le général de Gaulle, son représentant en France : il va mettre sur pied, au lendemain de l'invasion de la zone Sud, une structure clandestine recrutant essentiellement parmi les anciens officiers

ou sous-officiers d'active ou de réserve, les anciens cadres de Chantiers de Jeunesse. Des services de renseignements, dépendant autrefois de l'Armée française, continuent leur travail.

Aux côtés du général Frère, il y a les généraux Grandsard et Olleris, ainsi que les colonels Zeller et Pfister, qui vont être de véritables organisateurs de l'O.R.A. ; le premier dans le Sud-Ouest, le second dans le Sud-Est. Quant au développement de l'implantation de l'O.R.A. en Zone Nord, il va être de la responsabilité du Commandant Cogny, lequel va recevoir le concours du général Verneau.

Bien que restés pour certains d'entre eux parfois proches – du moins idéologiquement – du régime de Vichy, se réclamant du général Giraud, les responsables de l'O.R.A. vont cependant être aussi la cible de l'occupant. Ainsi, les généraux Grandsard et Olleris seront arrêtés par l'Abwehr, à Nice le général Journois sera arrêté le 4 janvier 1944 ; déporté, il mourra sous les coups à Neuengamme le 25 septembre 1944.

Le général Frère lui-même sera arrêté à Royat le 13 juin 1943 par la Gestapo avec son épouse, et déporté le 13 mai 1944 vers le camp du Struthof en Alsace où il mourra d'épuisement le 13 juin 1944. Le général Verneau, ancien chef d'état-major de l'Amiral Darlan à la tête de l'Armée d'Armistice, qui a succédé au général Frère après son arrestation, sera à son tour arrêté le 23 octobre 1943 et déporté à Buchenwald, où il décédera le 14 septembre 1944. Le commandant Cogny sera lui aussi déporté, comme le sera son successeur Charles Ailleret.

Depuis octobre 1943, avec comme adjoint le général Pierre Brisac, ancien chef d'état-major de de Lattre, le général Revers, restera à la tête de l'O.R.A. jusqu'à la Libération, ayant réussi à intégrer son mouvement au sein des F.F.I. ; et ce malgré les préventions à son égard du fait de ses origines vichystes. Revers participera comme conseiller technique aux instances militaires (Comac) de la Résistance.

L'implantation de l'O.R.A. fut différente selon les Régions, elle créa des maquis dans plusieurs sites de l'ex-Zone non occupée, en Savoie, dans le Sud-Ouest, où le commandant Pommiers, qui s'y rattache, a créé le corps franc «P», Lequel, lors de l'insurrection nationale de l'été 1944 libérera Auch, Pau et Tarbes.

En zone Nord, l'ORA s'est développée à partir de l'été 1943 en Bretagne, sous la direction du lieutenant André de Freslon de la Freslonnière et du colonel Masnou qui prend le commandement régional en décembre 1943 ; l'O.R.A. fournira des hommes au maquis de Saint-Marcel.

Notons, dans l'Indre et l'Indre-et-Loire, la brigade «Charles Martel» du colonel Chomel. Dans le Cher, le colonel Bertrand regroupa les anciens de son régiment dissout, le 1<sup>er</sup> RI, la Bourgogne fut placée sous le commandement du colonel Prats. À l'Est, la région D (Franche-Comté, Jura et Vosges) fut dirigée par le colonel Maurin.

À la Libération, l'O.R.A. revendiquera dans ses rangs 65 000 combattants, dont 1 500 officiers (90 mourront en déportation). 1 600 membres de l'ORA seront tués au combat ou fusillés.

## AUTRES FORMATIONS ARMÉES DE LA RÉSISTANCE

### LES GUERRILLEROS

En 1939, plusieurs centaines de milliers de Républicains espagnols se sont réfugiés en France. Nombre d'entre eux seront mobilisés dans des Groupements de travailleurs étrangers (G.T.E.), cadre aussi d'une surveillance par les autorités françaises – avant et après la défaite de 1940 – d'une population aux sentiments antifascistes évidents, et au sein de laquelle l'influence des partis de gauche – communiste notamment – est importante.

Le Parti communiste espagnol (PCE) va prendre l'initiative de rassembler des antifascistes de diverses opinions politiques dans une structure analogue au Front National pour la Libération et l'Indépendance de la France, ce sera l'Union Nacional Española, l'U.N.E., créée en novembre 1942.

Dès la fin 1941 et surtout au printemps 1942, l'organisation des antifascistes espagnols va avoir une dimension militaire avec la formation du XIV<sup>e</sup> corps de Guérilleros espagnols, dont les effectifs grossi-

rent en 1943. Les Guérilleros espagnols seront très actifs dans l'actuelle Région Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées, mais aussi dans le Limousin, l'Auvergne, la Haute-Savoie.

Fin août 1944, lors de la Libération à laquelle ils vont contribuer militairement, les Guérilleros seront près de 10 000 dans toute la France.

Liés aux FTP-M.O.I. puis directement à l'Etat-Major National F.F.I., les Guérilleros auront une grande indépendance d'organisation et d'action.

### L'ARMÉE JUIVE (A.J.) ou ORGANISATION JUIVE DE COMBAT (O.J.C.)

Dès l'automne 1941, l'écrivain David Knout et son épouse Ariane, Avraham Polonski, un ingénieur électricien et son épouse Génia, et le rabbin Paul Roitman, créent à Toulouse une organisation sioniste, «la Main-Forte», qui va apporter une aide aux Juifs étrangers internés dans les camps de la Région.

Début 1942, l'organisation est transfor-

mée en «Armée Juive», dont l'entraînement militaire va être assuré à partir du début 1943 par un officier exclu de l'Armée pour ses origines juives, Jacques Lazarus.

L'Armée juive va s'attacher à sauver des Juifs en organisant leur passage vers l'Espagne et de là vers la Palestine. Ainsi, lors du premier semestre 1943, plus de 300 hommes peuvent gagner l'Espagne, y compris 80 Juifs hollandais arrivés clandestinement en France. Elle va aussi développer un service de faux papiers.

Mais elle va aussi avoir une dimension spécifiquement militaire : ainsi un premier maquis est créé, celui du Rec ; puis un second en octobre 1943, celui de la ferme du Biques près d'Alban (Tarn) qui se déplacera au maquis de l'Espinassier, près de Labastide-Rouairoux.

L'effectif de ces maquis sera est très variable : on l'estimera en juillet 1944 à près de 900 combattants. Le maquis AJ du Vivarais-Lignon, dans la région du Chambon-sur-Lignon, participera à la libération de la région et du Puy-en-Velay.

## LE SERMENT DE KOUFRA

A la fin du 19<sup>e</sup> siècle, le partage colonial de l'Afrique entre Britanniques, Français, Allemands, Belges, Portugais, Espagnols et Italiens est en voie d'achèvement, le contrôle des vastes zones centrales du Sahara et du nord-Sahel est – sur fond de rivalités entre puissances européennes – un enjeu.

La pénétration française dans la région s'est faite à partir de deux axes, l'un se dirigeant vers l'Est, depuis les Etablissements français du Sénégal sur la côte occidentale de l'Afrique, l'autre vers le Nord-est puis le Nord, à partir du fond du Golfe de Guinée où un premier établissement français a été fondé sur la côte de l'actuel Gabon en 1839. C'est de là que partira en 1875 l'expédition de Savorgnan de Brazza qui, remontant le cours de l'Ogoué, atteindra le fleuve Congo en 1879 ; la ville qui deviendra Brazzaville est fondée en 1880, le Port de Pointe-Noire en 1883. Et la colonie du Moyen-Congo français – qui inclura le Gabon jusqu'en 1904 – est établie en 1891.

A partir du cours remonté du fleuve gabonais Ogoué, les Français vont atteindre les rives du Congo et d'un de ses principaux affluents, l'Oubangui : en 1889 est fondé l'avant-poste de Bangui. Le territoire – nommé Oubangui-Chari en 1894 – est contesté par le Khédive d'Egypte et par Rabah, le sultan du Bornou, région de l'actuel Etat tchadien. Au terme de plusieurs années de combat, qui voit Rabah tué en 1900 par les Français, ceux-ci, conservant un temps les chefferies traditionnelles comme relais, organisent leurs possessions : le «Territoire de l'Oubangui-Chari» est créé le 29 décembre 1903 ; en 1906 lui est adjoint le «Territoire militaire du Tchad» : les deux sont alors réunis en «Colonie de l'Oubangui-Chari-Tchad».

C'est en 1891 que les Français étaient entrés au sud de l'actuel Tchad et en 1898, trois colonnes, l'une partie de Dakar empruntant la vallée du fleuve Niger, l'autre partie d'Alger et commandée par le commandant Lamy, la troisième partie du Moyen Congo sous la conduite d'Emile Gentil, atteignent alors les rives du Lac Tchad, sur le bord duquel lesquelles arriveront aussi des troupes anglaises depuis l'actuelle Nigéria, et allemandes qui colonisent le Cameroun.

Le 15 janvier 1910, le Moyen-Congo, le Gabon, l'Oubangui-Chari et le Tchad qui en est détaché sont fédérés dans l'Afrique Equatoriale Française (A.E.F.), avec pour capitale Brazzaville ; au lendemain de la Première guerre mondiale, qui a vu la défaite de l'Empire allemand, l'essentiel de sa colonie du Cameroun passe sous contrôle français et est *de facto* – comme territoire sous mandat de la Société Des Nations (SDN)<sup>1</sup> – intégré à l'A.E.F. avec statut spécial.

Les deux décennies qui vont suivre seront consacrées à asseoir la domination française sur la région par le développement de l'administration coloniale au Moyen Congo, au Gabon, dans l'ouest de l'Oubangui-Chari, dans le sud du Cameroun et dans le sud du Tchad, le nord saharien sous-administré – de ce territoire – connaissant des révoltes endémiques jusqu'en 1939.

Dès le début du siècle, de vastes portions de ces territoires, de l'ordre de 665 000 km<sup>2</sup>, vont être concédées par la France à une quarantaine de sociétés privées qui y exploiteront bois précieux, plantations d'hévéas produisant du caoutchouc, du coton, etc. ; ces sociétés, pratiquant le travail forcé des populations – un quasi-esclavage – se sont vues concéder la perception de l'impôt.

Dramatique sera aussi – pour faciliter les liaisons administrative et militaire avec la côte, ainsi que pour évacuer vers la métropole la production agricole et minière (or) – la construction entre le 6 février 1921 et le 10 juillet 1934 du chemin de fer Congo-Océan, long de 510 km, reliant Brazzaville au Port de Pointe-Noire sur la côte du Golfe de Guinée.

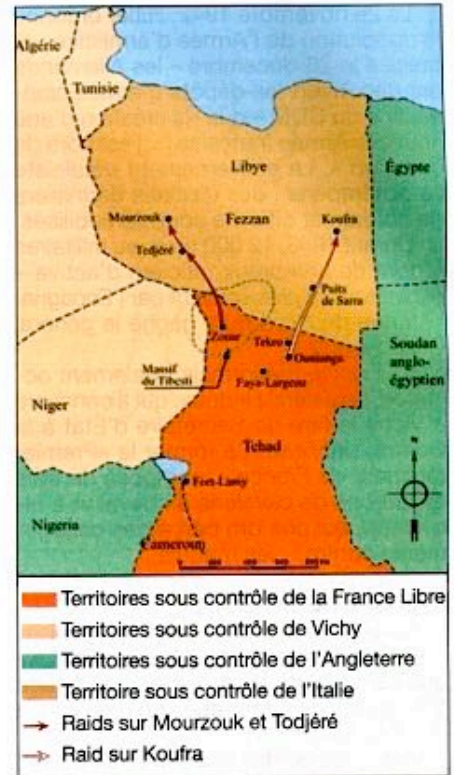
Dans un climat chaud et humide, une épaisse forêt tropicale, sur des sols tour à tour montagneux et marécageux, 12 tunnels devront être percés, 127 ponts et viaducs édifiés. Pour les réaliser, 127 000 ouvriers vont être recrutés – de fait en grand nombre raflés de force – jusqu'en Oubangui-Chari, au Cameroun et dans le sud du Tchad : travaillant dans des conditions épouvantables, 17 000 d'entre eux mourront d'épuisement et de maladie en l'absence de conditions satisfaisantes d'assistance sanitaire.

### L'HEURE DES CHOIX...

A la veille de la Seconde Guerre mondiale, l'A.E.F. compte dans ses cinq territoires six millions d'habitants – dont moins de 5 000 Européens – répartis sur 3 millions de km<sup>2</sup>.

Depuis le 3 septembre 1939, jour de l'entrée en guerre de la France contre l'Allemagne, le gouverneur général de l'A.E.F. est Pierre Boisson, un fonctionnaire colonial précédemment gouverneur général de l'A.O.F.<sup>2</sup> et qui a directement sous son autorité le Moyen-Congo, est secondé dans les autres territoires par un Commissaire au Cameroun – Richard Brunot – et des gouverneurs délégués placés à la tête de chacune des colonies : Georges Masson au Gabon, Pierre de Saint-Mart en Oubangui-Chari et Félix Eboué, nommé Gouverneur du Tchad le 19 novembre 1938.

Pendant la période dite de la «Drôle de guerre» en France, du 3 septembre au



10 mai 1940, l'A.E.F. va être sollicitée d'accroître ses productions agricoles, sylvestres et minières et de former des bataillons de Tirailleurs «sénégalais» pour aller renforcer en France les effectifs militaires. Localement, un plan de défense est mis en place pour faire face à une éventuelle entrée en guerre aux côtés de l'Allemagne de la Guinée Espagnole sous contrôle franquiste, contiguë du Gabon et du Cameroun.

La bataille de France, commencée par l'offensive allemande le 10 mai 1940, ayant connu une issue désastreuse conclue par l'armistice demandé par Pétain et signé le 22 juin, les bataillons de tirailleurs ne partiront pas pour la France ; où, le 10 juillet 1940, est substitué à la République l'Etat français ayant à sa tête Pétain ; qui entamera bientôt une politique de collaboration avec l'Allemagne.

A Londres, le 18 juin, le général de Gaulle, ancien sous-secrétaire d'Etat à la Guerre du gouvernement Paul Reynaud, a lancé sur les ondes de la BBC un appel à continuer le combat : pour les dirigeants des colonies, c'est l'heure du choix...

Le 25 juin, un décret gouvernemental a réuni tous les territoires de l'A.O.F. et de l'A.E.F. dans un Haut-Commissariat à l'Afrique française confié à Pierre Boisson, qui quitte Brazzaville pour Dakar et qui, après une hésitation, fera allégeance au gouvernement pétainiste ; il est le 17 juillet remplacé par intérim à la tête de l'A.E.F. et du Moyen-Congo par le général Louis Husson, commandant supérieur des troupes de l'A.E.F. et qui a à sa disposition pour les cinq territoires 16 547 soldats essentiellement africains, encadrés par des sous-officiers et officiers français ; ainsi que 8 avions de guerre et 14 autres appareils.

<sup>1</sup> Ancêtre de l'O.N.U., fondée en 1919.

<sup>2</sup> L'Afrique Occidentale Française comprend les colonies de Mauritanie, Sénégal, Soudan (actuel Mali), Niger, Haute-Volta (actuel Burkina-Faso), Guinée, Côte-d'Ivoire, Dahomey (actuel Bénin) ainsi que le Territoire sous mandat du Togo (ancienne colonie allemande).

## RALLIEMENTS A LA FRANCE LIBRE

Dès le 3 juillet 1940, en poste à Fort-Lamy chef-lieu du territoire, le gouverneur du Tchad, Félix Eboué, fait - par l'intermédiaire d'un agent britannique venu de la Nigéria voisine - informer le général de Gaulle de sa volonté de rejoindre la France libre ; ce ralliement sera, en présence de René Plevin et de Colonna d'Istria, envoyés de la France libre, rendu public le 26 août par Félix Eboué ayant à ses côtés Marchand, commandant militaire du Tchad.

Trois jours plus tard, venus du Cameroun occidental britannique voisin, 23 Français libres ayant traversé la frontière, conduits par les commandants Leclerc et Hettier de Bois Lambert, prenaient - avec l'appui d'une quinzaine de Français libres locaux, dont le capitaine Dio - le contrôle du Port de Douala, prélude, le Commissaire Brunot s'effaçant, du ralliement le 29 août du Cameroun français à la France Libre, Leclerc, autoproclamé colonel, en devenant Commissaire général.

A Brazzaville, où s'était formée dans la clandestinité le 8 août une «Ligue patriotique pour l'honneur et la Liberté» rassemblant notamment des officiers tel le médecin général Sicé et le commandant de l'Air Carretier, le Gouverneur général Husson, sommé par le colonel de Laminat, envoyé du général de Gaulle basé à Léopoldville, capitale du Congo belge voisin, eut la velléité d'organiser une résistance militaire. Husson, capturé le 28 août par des Français libres et exfiltré par eux au Congo Belge, le *Bulletin officiel des Forces françaises libres* annonçait le 1<sup>er</sup> septembre que le colonel de Laminat avait pris ce 28 août les fonctions de chef du Gouvernement de l'Afrique Française Libre et, à titre provisoire, de Gouverneur général de l'A.E.F.

Le 30 août, Pierre de Saint-Mart, gouverneur de l'Oubangui-Chari, annonçait le ralliement du territoire à la France libre, ayant réussi à surmonter l'opposition du commandant militaire Cammas et de quelques administrateurs.

Restait le Gabon, où le Gouverneur Masson, tenté de rallier de Gaulle, va se rétracter sous la pression de l'évêque Tardy et des militaires restés fidèles au Gouvernement dit de Vichy, qui envoie à Libreville le général Têtu avec les titres commandant militaire et de vice-gouverneur général de l'A.E.F. Une situation qui va conduire, à partir du 26 octobre, à un affrontement militaire avec les FFL qui perdirent 7 hommes et un avion, l'avis « vichyste » *Bougainville* étant coulé par l'avis gaulliste *Savorgnan de Brazza*. A la fin des combats, menés du côté gaulliste sous le commandement du colonel Leclerc et du commandant Parant, le général Têtu capitule, et le Gabon - dont André Parant devient gouverneur - se rallie à la France Libre le 19 novembre 1940.

Les combats ont cessé sur l'ensemble des territoires de l'AEF ralliés à de Gaulle ; ils vont bientôt reprendre à la frontière nord du Tchad...

Le Tchad, bordé à l'Est par le Soudan anglo-égyptien et à l'Ouest par la colonie

du Niger restée fidèle à Vichy, est en effet limitrophe au Nord de la Libye, Etat vassal de l'Empire ottoman conquis en 1911 par les Italiens, qui en ont fait dans la zone côtière une colonie de peuplement ; l'essentiel du pays se situant dans la zone saharienne.

Le 13 septembre 1940, l'Italie fasciste, entrée en guerre le 10 juin précédent contre l'Angleterre et la France, fait de la Libye une base de départ pour attaquer les Britanniques en Egypte, en direction du canal de Suez. La contre-attaque britannique repousse les forces du maréchal Graziani : Tobrouk est pris le 21 janvier 1941 par des troupes britanniques et australiennes, Benghazi, principale ville de Cyrénaïque tombe le 7 février, la capitale, Tripoli, est menacée ; une menace qui entraîne le débarquement d'un corps expéditionnaire allemand - l'Afrika Korps - placé sous le commandement de Rommel, venu au secours de l'allié



Leclerc à Koufra.

italien. Vont pendant plus de deux ans s'en suivre les multiples épisodes d'une bataille - marquée par des offensives et contre-offensives - qui se déroule le long de la côte libyenne, de la frontière tunisienne à la frontière égyptienne ; bataille à laquelle les Français libres participeront.

## RAID SUR KOUFRA

Pour être le principal, le théâtre d'opérations côtier ne sera pas le seul : le 11 janvier 1941, dans le sud libyen, au Fezzan, va être menée une opération du «Long Range Desert Group», une formation britannique motorisée composée d'Ecosais et Néo-Zélandais opérant depuis l'Egypte et conçue pour des raids dans le désert, à laquelle va se joindre, partant de Zouar au nord du Tchad, une petite unité française motorisée commandée par le colonel d'Ornano, chef militaire de la région nord-tchadienne avec pour adjoint le capitaine Massu. La cible : le fort italien de Mourzouk doté d'un terrain d'aviation.

Les défenses du fort furent forcées par les Ecosais tandis que le terrain d'aviation était attaqué par les Néo-Zélandais et les Français. A l'issue de l'opération, les Italiens avaient eu 9 tués et une dizaine de blessés, 3 avions et leur hangar sont détruits. Malheureusement, le colonel Jean Colonna d'Ornano sera tué par un tir de mitrailleuse. Il sera fait Compagnon de la Libération le 31 janvier suivant.

Parallèlement au raid motorisé sur Mourzouk, un raid à chameau fut mené par les méharistes du capitaine Sarzac contre le poste italien de Tedjeri

Cette double opération va être le prélude à l'offensive préparée par le colonel Leclerc, arrivé en décembre 1940 au Tchad comme commandant militaire et qui assumera de plus du 2 au 21 janvier 1941, par intérim, la fonction de gouverneur entre le départ de Félix Eboué, nommé Gouverneur général de l'A.E.F. et l'arrivée de son successeur, Pierre-Olivier Lapie.

L'objectif de Leclerc va être l'Oasis de Koufra dans le sud-est libyen, poste militaire italien défendu par le fort d'El Tag contrôlant toute la région limitrophe de l'Egypte, du Soudan anglo-égyptien et du Tchad ; et de plus étape aérienne vers les possessions italiennes d'Afrique Orientale (Erythrée, Ethiopie et Somalie). Les Italiens ont positionné à Koufra 400 hommes dont la «*Sahariana di Cufra*», compagnie saharienne motorisée ; et y disposent en permanence de 6 avions.

Les forces que rassemble Leclerc - une compagnie portée, un groupe nomade, deux sections d'infanterie et une d'artillerie - sont sensiblement équivalentes, comprenant ¾ de Tirailleurs africains et ¼ d'Européens bien que moins bien équipées, ne disposant que d'un seul canon de 75 mm de montagne et d'un seul mortier.

L'offensive commencera les 18 et 19 février 1941 par la neutralisation de la *Sahariana di Cufra*. Vient ensuite l'investissement du fort d'El Tag, qui va durer une dizaine de jours, le canon de 75 des Français étant en permanence déplacé pour accroître le sentiment d'encercllement. Le 1<sup>er</sup> mars, les défenseurs hissent le drapeau blanc, le 2 mars le drapeau français flotte sur Koufra. Les Italiens ont eu 3 tués et 4 blessés, les forces françaises 4 tués et 21 blessés.

## LE SERMENT

Dans l'oasis conquise, Leclerc prononce des paroles fortes, rapportées diversement mais de façon convergente par les témoins : «*Nous ne nous arrêterons que quand le drapeau français flottera aussi sur Metz et Strasbourg*», «*Jurez - ou jurons - de ne déposer les armes que lorsque nos couleurs, nos belles couleurs, flotteront sur la cathédrale de Strasbourg*» ; elles passeront à l'histoire sous le nom de «**Serment de Koufra**».

Un an plus tard, Leclerc dirigera - de février 1942 à janvier 1943 - la conquête du Fezzan ; le 26 janvier, il rencontrera le général Montgomery à Tripoli, capitale libyenne. La colonne Leclerc (Force L) participera à la campagne de Tunisie, elle prendra le 30 mai 1943 le nom de 2<sup>e</sup> Division Française Libre (2<sup>e</sup> DFL) puis le 24 août celui de 2<sup>e</sup> Division Blindée. (2<sup>e</sup> DB).

Débarquée le 1<sup>er</sup> août 1944 en Normandie, commandée par Leclerc, la 2<sup>e</sup> DB entrera le 25 août dans Paris insurgé et - tenant le Serment de Koufra - le 23 novembre dans Strasbourg libérée.

## LA RÉSISTANCE LUXEMBOURGEOISE

Le Luxembourg, par son territoire – 2 586 km<sup>2</sup> – et sa population – 563 000 habitants – est l'un des deux plus petits Etats de l'Union européenne ; le plus petit étant Malte.

Habité au début de notre ère par le peuple celte des Trévires et intégré jusqu'au milieu du V<sup>e</sup> siècle à la province romaine de Gaule Belgique, s'étendant du Pays de Caux au nord de la Seine jusqu'au Rhin, l'actuel Luxembourg, conquis par les Francs, deviendra au milieu du XI<sup>e</sup> siècle un comté féodal, souvent en guerre contre l'évêché voisin de Metz et l'Archevêché de Trèves.

En 1312, le comte Henri de Luxembourg est élu Empereur du Saint-Empire Romain Germanique<sup>1</sup>, la dignité impériale restant dans la Maison de Luxembourg jusqu'en 1437. En 1354, les possessions strictement luxembourgeoises des comtes ont été élevées par l'Empereur au rang de Duché, qui passera par mariage en 1482 dans la Maison de Habsbourg-Lorraine, laquelle restera à la tête de l'Empire d'Autriche-Hongrie jusqu'en 1918.

De manière éphémère, le Duché de Luxembourg sera entre 1684 et 1697 occupé par la France, dont le Roi Louis XIV se proclame duc du Luxembourg. Plus durable sera, un siècle plus tard, une annexion par la France : à l'issue des combats ayant opposé la République française aux forces coalisées des souverains européens, le Luxembourg devient le 1<sup>er</sup> octobre 1795 le «département [français] des Forêts», avec pour chef-lieu la ville de Luxembourg et ayant à sa tête un commissaire jusqu'en 1800, puis un préfet, de 1800 jusqu'à l'abdication de Napoléon 1<sup>er</sup> en 1814.

Après les Cent-Jours et la seconde abdication de Napoléon en 1815, le traité de Vienne – qui réorganise l'Europe – reconstitue à partir de l'ancien département des Forêts un Etat luxembourgeois, sous forme d'un Grand-Duché dont la souveraineté est donnée à titre personnel au Roi Guillaume 1<sup>er</sup> des Pays-Bas (qui englobent alors aussi la Belgique). Le Luxembourg étant par ailleurs intégré à la Confédération germanique, une garnison prussienne s'installe dans la forteresse de Luxembourg.

L'insurrection belge de 1830, qui conduira à l'indépendance de la Belgique en 1839, va menacer l'existence autonome du Luxembourg, les insurgés réclamant l'inclusion du Luxembourg dans le nouvel Etat.

Cela ne se fera pas, mais le Grand-Duché – dont le Roi Guillaume 1<sup>er</sup> des Pays-Bas reste le souverain, va perdre plus de la moitié de son territoire, l'ouest francophone devenant l'actuelle province belge du Luxembourg (Chef-lieu : Arlon).

La dissolution de la Confédération germanique en 1866, suite à la guerre austro-prussienne, va placer le Luxembourg – où les Prussiens maintiennent cependant leur garnison – hors de l'orbite allemande.

C'est la volonté du Roi Guillaume III des Pays-Bas de vendre en 1867 à l'empereur français Napoléon III son grand-duché, excentré par rapport à son Royaume, qui, provoquant l'hostilité de la Prusse, va conduire à la

reconnaissance pleine et entière de l'indépendance du Luxembourg et à l'affirmation de sa neutralité, le pays n'ayant plus d'armée ; la Prusse devant retirer sa garnison.

La mort en 1890 sans enfant mâle du Roi Guillaume III des Pays-Bas, resté Grand-Duc du Luxembourg, va conduire à la fin de l'Union personnelle des deux pays. Et le décès en 1912 de son successeur Guillaume IV, lui aussi sans héritier mâle, va – la loi salique ayant été abandonnée en 1907 – amener sur le trône grand-ducal l'aînée de ses six filles, Marie-Adélaïde, alors âgée de 17 ans.

## DEUX OCCUPATIONS ALLEMANDES

Trente mois après son accession au trône, la Grande-duchesse Marie-Adélaïde va devoir faire face le 2 août 1914 à l'invasion du Luxembourg par l'Armée allemande qui, parallèlement a lancé ce même jour un ultimatum à la Belgique lui enjoignant de lui laisser le libre-passage lors de l'offensive qu'elle prépare contre la France ; à laquelle l'Allemagne déclare la Guerre le 3 août.

L'Occupation allemande – qui s'auto-justifie par la nécessité de soutenir les troupes engagées contre la France en Lorraine toute proche – va durer quatre années, jusqu'à l'Armistice de novembre 1918, le Luxembourg conservant cependant durant cette période sa souveraineté, son gouvernement, son parlement, ses partis politiques...

L'attitude accommodante de la Grande-Duchesse Marie-Adélaïde à l'égard de l'Allemagne durant l'Occupation, va conduire le 9 janvier 1919 la Chambre des députés à proclamer la République et un Comité de Salut Public à évoquer l'annexion à la France. Or, ce sont des troupes françaises qui, dès le 11 janvier, disperseront les Républicains et assureront le maintien sur le trône de la Grande-duchesse. Laquelle devra cependant abdiquer dès le 15 janvier 1919 au profit de sa sœur Charlotte.

Laquelle va avoir à faire face vingt ans plus tard à des événements plus tragiques pour son petit pays : le 10 mai 1940, à 4h35, violant sa neutralité, la Wehrmacht nazie franchit la frontière du Grand-Duché du Luxembourg en même temps que commencent l'invasion de la Belgique et, à travers la Forêt des Ardennes, l'attaque allemande contre la France. Le Reich affirmant toutefois «ne pas vouloir attenter à l'indépendance du pays».

Au début de 1940 avait été édifiée le long des frontières la «ligne Schuster» de «fortifications», à savoir des blocs de béton destinés à ralentir la progression d'un envahisseur afin de donner le temps aux autorités du Pays de protester de leur neutralité. Dès la nouvelle de l'imminence de l'invasion, transmise par la gendarmerie luxembourgeoise alertée par l'agitation de l'autre côté de la frontière, la Grande-Duchesse Charlotte et quatre des cinq ministres – dont le Premier ministre – formant le Gouvernement réussissent à se réfugier en France, ainsi que 40 000 Luxembourgeois.

Quand la France demandera l'armistice le 22 juin 1940, la Grande-Duchesse et les ministres luxembourgeois gagneront le Portugal en traversant l'Espagne ; puis de là, la Grande-Duchesse se rendra successivement en Grande-Bretagne, aux Etats-Unis et au



Canada, où resteront deux ministres et la famille grand-ducale.

La Grande-Duchesse et deux autres ministres regagneront Londres, pour être auprès des autres gouvernements en exil des pays victimes de l'agression nazie. Le 5 septembre 1940, elle lance à la BBC son premier message aux Luxembourgeois.

Au Luxembourg même, les secrétaires généraux des ministères, sous la direction de celui des Affaires étrangères, Albert Wehrer, vont – sous le nom de «Commission administrative civile» – tenter de maintenir une autonomie étatique du Grand-Duché.

Le processus d'annexion au Reich – analogue à celui que vont connaître l'Alsace et la Moselle – va cependant mettre très tôt un terme à ces velléités : dès le 6 août 1940, l'administration militaire allemande est remplacée par une administration civile, placée sous l'autorité du Gauleiter nazi de Trèves, Gustav Simon, nommé «*Chef der Zivilverwaltung in Luxemburg*».

## LA GERMANISATION

Simon décrète dès ce 6 août que l'allemand devient la seule langue officielle, le 14 août, l'abolition du serment de fidélité à la Grande-Duchesse et la suppression des partis politiques.

A partir du 26 août 1940, le Reichsmark allemand a cours légal conjointement au franc luxembourgeois, qu'il remplacera totalement le 29 juin 1941 ; les Luxembourgeois étant enjoins de se dessaisir des devises américaines, françaises, suédoises et suisses en leur possession.

Le 5 septembre, les lois raciales de Nuremberg sont introduites, et leur application reçoit le concours de la «Commission administrative civile». En septembre 1940, les élèves juifs sont exclus des établissements scolaires...

Le 19 octobre 1940, symboliquement, les autorités nazies entament la démolition de la *Gëlle Fra* («Femme en or», en dialecte luxembourgeois), statue érigée à la gloire des Luxembourgeois ayant combattu aux côtés des alliés en 1914-1918.

Cette initiative suscite Place de la Constitution à Luxembourg un rassemblement anti-allemand : treize étudiants de l'Atthénée (*De Kolléisch*, le lycée) sont arrêtés, interrogés, quelques-uns battus.

<sup>1</sup> Qui, outre le Luxembourg, englobe alors l'essentiel de la Belgique, la Lorraine, l'Alsace, les Pays-Bas, l'Allemagne, l'Autriche, la Franche-Comté, la Suisse, la Bohême, le Nord de l'Italie, la Slovénie, la Savoie, la Provence...

Le lendemain, le monument – définitivement détruit le 21 octobre – devient un «lieu de pèlerinage». 48 personnes seront arrêtées. Le 23 octobre, la Chambre des députés et le Conseil d'Etat sont dissous.

La «Commission administrative civile», malgré sa volonté de collaboration avec l'occupant, est enfin supprimée dès le 31 décembre 1940.

Les membres de la VdB (*Volksdeutsche Bewegung*) – mouvement pro-nazi dirigé par Damian Kratzenberg<sup>2</sup> – et du Parti nazi allemand affichant des insignes nazis sur les revers de leurs vestes, les «patriotes» – s'exposant à des repréailles – vont répliquer avec des épinglettes à l'effigie de la Grande-Duchesse Charlotte et confectionnés à partir de pièces de monnaie.

Le 31 janvier 1941, les noms de famille, les prénoms, les noms de rue, de magasins doivent être germanisés. Le 18 février 1941, il est interdit de porter... le béret basque !

Le 9 février 1941, sous le nom de *Moselland*, le Luxembourg devient une dépendance administrative du Gau de Trèves. Pendant le premier semestre 1941, le processus d'annexion va s'accélérer : les syndicats sont remplacés par le Front Allemand du Travail, les noms, prénoms, noms de rue, raisons sociales commerciales, etc. sont germanisés. Sont interdits l'usage du français, et même du dialecte luxembourgeois, le *letzeburgesch*, de dire «bonjour» ou «merci»...

Une initiative du Gauleiter Simon pour accélérer la germanisation va se transformer en manifestation de résistance de masse : le 10 octobre 1941, les Luxembourgeois sont conviés dans le cadre d'un recensement à répondre à 3 questions portant sur la langue maternelle, l'appartenance ethnique et la nationalité. L'occupant a fait passer le message que la bonne réponse doit être à chaque fois : «allemande». Mais, un sondage dans les questionnaires la veille du dépouillement révélant que les Luxembourgeois ont massivement répondu : «luxembourgeoise», le recensement est annulé...

Le 14 octobre 1941, le port de l'étoile jaune est imposé aux Juifs. A partir du 16 octobre, les 700 Juifs qui n'ont pas quitté le pays sont concentrés dans un ancien couvent, avant d'être déportés. Seuls 43 survivront.

## LA RESISTANCE

Le 30 août 1942, le Gauleiter Simon ayant introduit le service militaire dans la Wehrmacht obligatoire pour les jeunes des classes d'âge 1920 à 1924, les Luxembourgeois répondent par une grève générale, qui va durer jusqu'au 2 septembre et est réprimée dans le sang : il y a 200 arrestations, 20 patriotes – mineurs, enseignants, postiers... – sont, entre le 2 et 5 septembre, fusillés au camp de concentration d'Hinzert, situé à 30 km de la frontière

luxembourgeoise et où mourront 82 Luxembourgeois ; un autre sera décapité à Cologne.

Cette mobilisation dans la Wehrmacht conduit plusieurs milliers de jeunes Luxembourgeois à se cacher dans les mines, les forêts, les fermes, les églises, passant en France, tentant, grâce aux passeurs luxembourgeois et à la Résistance française, de rejoindre la Suisse. Plus de 3 500 sur les 10 200 appelés échapperont au service dans la Wehrmacht, les autres partant sur le front Est.

Les 2/3 des réfractaires seront, malgré les risques encourus par ceux qui les aident et pour leurs familles, cachés au pays même. Un millier de soldats et aviateurs alliés, prisonniers évadés, déserteurs de la Wehrmacht ou opposants politiques, emprunteront les mêmes filières.

Dans un petit pays sans armée comme l'était le Luxembourg en 1940, la Résistance va être surtout politique, de contre-propagande écrite et de réseaux ; d'évasion ou de renseignement.

Le Parti communiste (KPL), fondé en janvier 1921, influent parmi les mineurs et sidérurgistes du sud du pays, publie à partir de février 1941 le premier journal clandestin, *Die Wahrheit*. Son Président, Zenon Bernard, arrêté par la Gestapo en septembre 1940, mourra en 1942 en captivité.



Dès la fin 1940, plusieurs mouvements de Résistance vont se former, telle fin septembre la *Lëtzeburger Patriote Liga* (L.P.L.), fondée par le lycéen d'Echternach Raymond Petit et, fin décembre, la *Lëtzeburger Freiheitsbewegung* (LFB) par Hubert Glesener, Ed Heyardt et Pierre Fonck, qui rassemble des catholiques, des libéraux et des communistes

En 1941 naissent en janvier dans la région de Differdange les «Combattants de la Liberté» (*Lëtzeburger Freiheitskämpfer* – LFK), en juin 1941 la «Légion du peuple luxembourgeois» (*Lëtzeburger Volleks Legio'n* – L.V.L.) d'Aloyse Rath, et le mouvement ALWERAGE, tirant son nom des initiales des prénoms de ses fondateurs et qui compta près de 400 membres avant d'être démantelé en août 1942 ; en octobre 1941 est créé le «Lion Rouge» (*Lëtzeburger Ro'de de Lé'w* – L.R.L.). Plusieurs de ces

mouvements vont s'unir le 23 mars 1944 au sein de l'«*Union vun de Lëtzeburger Freiheits*», «L'Union», présidée par François Schammel.

N'oublions pas la Résistance du mouvement scout *Lëtzeburger Scouten an der Resistenz* (L.S.), celle d'inspiration catholique (16 prêtres seront déportés à Dachau)...

Suite à des actes de résistance, la répression s'abattra, y compris sur les scolaires : 60 élèves du Lycée de Diekirch sont renvoyés de leur école ; 94 élèves du Lycée des garçons et 60 élèves du Lycée des filles d'Esch sont déportés en Allemagne dans des camps de «rééducation».

On estime que quelque 10 000 patriotes (3,5 % de la population) ont fait partie de la «résistance organisée» au Luxembourg. D'autres auront participé à la lutte antinazie hors du pays, en France, en Belgique, en Angleterre.

Fondateur du «Service d'Action et de Renseignement des Patriotes Indépendants» (SAR-PI-MEN), Emile Krieps, un temps incarcéré au camp d'Hinzert, se réfugiera dans le sud de la France où il intègre alors le réseau «*Famille Martin*», avant de rejoindre Londres le 29 juin 1943 via l'Espagne et le Portugal.

Le chirurgien communiste Charles Marx, pourchassé par la Gestapo et réfugié à Montpellier, en contact depuis juin 1942 avec le réseau «*Mithridate*» du BCRA, anime le réseau d'évasion «*Charlotte*» vers l'Espagne et organise en mai 1943 un maquis dans la Haute-Vallée de l'Aude, avant de devenir en 1944 médecin commandant FFI pour l'Aude et les Pyrénées-Orientales.<sup>3</sup>

Quelque 400 Luxembourgeois ont rejoint la Résistance française, dont 236 dans les maquis, 25 d'entre eux furent tués ; 11 déserteurs luxembourgeois de la Wehrmacht furent fusillés à Lyon.<sup>4</sup> D'autres Luxembourgeois rejoignirent la Résistance belge, notamment l'«*Armée blanche*».

## LA LIBERATION

Suite à un accord entre le Gouvernement grand-ducal en exil à Londres – présidé par Pierre Dupong – et les gouvernements britannique, belge en exil et Français libre, 70 volontaires luxembourgeois furent affectés en mars 1944 au Groupe d'Artillerie de la 1<sup>re</sup> Brigade belge «*Libération*» (appelée aussi «*Brigade Piron*»).

Le Grand-Duc héritier Jean, débarqué en Normandie le 11 juin 1944, participera à la bataille de Caen. Nommé colonel des *Irish Guards* en août 1944, il entrera avec son unité le 3 septembre à Bruxelles et le 10 septembre à Luxembourg.

Le Gouvernement luxembourgeois rentrera de son exil londonien le 23 septembre 1944, la Grande-Duchesse ne regagnant le pays que le 14 avril 1945, après l'échec de la contre-offensive allemande des Ardennes qui – durant l'hiver 1944-45 – a ravagé l'Oesling, le Nord-est du pays, et menacé un temps les forces alliées engagées dans le Nord de l'Alsace.

<sup>3</sup> Appelé à Paris en octobre 1944 comme délégué du Comité Médical de la Résistance auprès du cabinet du ministre de la Santé, il regagnera en août 1945 le Luxembourg ; où il deviendra ministre de la Santé.

<sup>4</sup> Une «*Association des Volontaires luxembourgeois dans la Résistance Française*» les a rassemblés. Longtemps son président, Jules Stoffels, décédé en octobre 2012, était titulaire des plus hautes distinctions luxembourgeoises, et en France Officier de la Légion d'Honneur, commandeur de l'Ordre National du Mérite, Croix de guerre avec palme, Médaille de la Résistance.

<sup>2</sup> Formé le 17 mai 1940 par Kratzenberg, professeur d'université germanophile, le VdB, dont le slogan est *Heim ins Reich* («*Notre patrie est dans le Reich*»). A son apogée, le VdB aura 64 000 membres, dont seulement 5% le seront volontairement. Kratzenberg sera à la Libération un des 12 condamnés à mort pour collaboration. 8 seront exécutés, dont Kratzenberg le 11 octobre 1946. 2 000 collaborateurs seront condamnés.

Dans l'entre-deux guerres, un jeune de 18 ans, Albert Kreins tenta de créer en septembre 1936 une imitation de la Hitlerjugend, la *Luxemburger Volksjugend*, qui n'aura guère plus de succès que le *Luxemburger National Partei* formé la même année. La GEDELIT, une association culturelle dirigée par Kratzenberg prôna la «*germanitude*» des Luxembourgeois.

# 1945 : LES DERNIERES BATAILLES EN EUROPE...

**Le 7 mai 1945 à Reims, la reddition sans condition du Reich nazi devant les Alliés était signée par une délégation des forces armées allemandes conduite par le général Jodl ; une capitulation renouvelée le lendemain**

**8 mai à Berlin, la délégation allemande étant conduite par le Maréchal Keitel.**

**Pourtant, les armes ne se tairont définitivement en Europe qu'une semaine plus tard...**

La dernière portion libérée du territoire français occupé le fut le...9 mai. Ce fut la Poche de Dunkerque, restée malgré la libération de la quasi-totalité du territoire national – les autres poches de l'Atlantique<sup>1</sup> ayant été libérées le 8 mai ou avant – sous contrôle allemand. La capitulation des forces (10 000 hommes) de l'amiral Frisius à Dunkerque se fera sans affrontement. Ce ne fut pas le cas partout ailleurs en Europe.

Au moment de la capitulation allemande du 8 mai, d'importantes forces allemandes restent encore constituées, au Danemark où elles n'auront pas eu à combattre, en dehors d'accrochages limités avec la Résistance danoise, en Norvège où elles ont eu cependant à faire face au Finnmark, dans l'extrême-nord du pays, à une offensive soviétique, et dans le centre-ouest de l'Europe, de la Silésie à la Slovénie en passant par la Bohême-Moravie.

## LA BATAILLE DE SLIVICE

Cette dernière zone, où le général Ferdinand Schörner a été placé en janvier 1945 à la tête du Groupe d'Armée Centre (900 000 soldats), a aussi été le réceptacle de nombreux débris de formations allemandes ayant fait retraite, telle la division SS *Das Reich* refluant depuis la Hongrie, ou supplétives de la Wehrmacht, telle l'Armée Nationale Russe (ROA) commandée par Vlassov.

Bien qu'ayant été nommé Feldmarshall et commandant en chef de toutes les forces allemandes le 4 mai, selon la volonté posthume d'Hitler, Schörner qui est resté à son poste à Prague – où il a installé son quartier général et qui entre en insurrection le 5 avril – va tenter de négocier sa reddition aux Américains.

Ceux-ci, commandés par Patton, ont pénétré dans l'ouest de la Bohême jusqu'à Plzen mais ont arrêté leur progression confortements aux accords soviéto-américains, alors que les Soviétiques arrivent par l'Est mais n'ont pas encore atteint la capitale tchèque (où ils n'entreront que le 9 mai, la ville étant partiellement libérée par l'insurrection avec le concours des vlassovistes qui se sont retournés contre les Allemands).

Le 7 mai 1945, toutes les forces allemandes avaient reçu ordre de leur Haut-commandement de rester sur leurs positions et de se rendre. Cependant, Schörner, a ordonné à ses troupes – qu'il abandonne pour fuir vers Vienne – de forcer le passage à l'Ouest pour se rendre aux Américains.

Alors que les Soviétiques sont encore à plusieurs jours, les partisans tchèques vont tenter d'arrêter les Allemands, qui répliquent par des représailles sur la population. Des unités de l'Armée Vlassov, tentant elles aussi de rejoindre les lignes américaines, auront des accrochages avec leurs ex-alliés allemands.

Le 9 mai, des troupes allemandes ont atteint en Bohême du sud la zone des villages tchèques de Milín, Slivice et imelice, près de la ligne de démarcation prévue entre Américains et Soviétiques.

Les 11 et 12 mai 1945, essayant de se rendre aux Américains les plus proches, elles vont affronter les partisans locaux et l'Armée rouge arrivée sur la zone.

On trouve parmi elles des éléments du Kampfgruppe Wallenstein, et le régiment d'infanterie *Der Führer* de la *Das Reich*, commandés par le *Gruppenführer* SS Carl Friedrich von Pückler-Burghauss. Les militaires allemands sont accompagnés par des civils allemands en fuite.

Le 11 mai, des groupes de partisans tchèques, commandés par l'officier soviétique Evgueni Antonovitch Olesenski, attaquent les Allemands mais sont décimés. C'est alors que les unités de l'Armée Rouge arrivent sur la zone, et préparent une attaque massive. Les Américains, de leur côté, repoussent les Allemands, conformément aux accords de capitulation.

L'attaque débute par un bombardement d'artillerie lourde et de roquettes soviétiques, soutenu par la 4<sup>e</sup> division blindée de la III<sup>e</sup> armée américaine du XII<sup>e</sup> Corps. Les troupes des 1<sup>er</sup>, 2<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> fronts ukrainiens attaquent ensuite les positions allemandes.

Dans la nuit du 11 au 12 mai, les défenses allemandes s'effondrent et, à 3 h du matin, von Pückler-Burghauss signe une capitulation ; les Américains refusant de le faire prisonnier, et craignant des représailles de la part des Soviétiques, il se suicide.



Le mémorial de la bataille de Slivice, érigé en 1970.

## LA BATAILLE DE POLJANA

Le tout dernier combat de la Seconde Guerre mondiale en Europe va se dérouler à la frontière entre l'Autriche et la Slovénie yougoslave, en Carinthie, à Poljana, hameau du village de Prevalje.

Les affrontements vont opposer un ensemble de forces fascistes – unités de la Wehrmacht en retraite depuis la Hongrie, et le territoire yougoslave évacué, unités en fuite des anciennes formations militaires collaboratrices des Allemands (*Domobranca* de la Garde nationale Slovène, Armée populaire monténégrine, Oustachis croates...), au total 30 000 hommes) encerclée par la 3<sup>e</sup> Armée des partisans yougoslaves à la suite de la capitulation du groupe d'armées E de la Wehrmacht, fort de plus de 180 000 hommes, signée à Topolsica par le général Alexander Löhr<sup>2</sup> le 9 mai – à des éléments de la 11<sup>e</sup> Brigade d'assaut dalmate des forces de partisans de Tito.

Débutée le 14 mai, la bataille durera jusqu'à l'après-midi du 15 mai et, les forces titistes ayant reçu l'appui de 20 chars britanniques, se conclura par la reddition des dernières forces de l'Axe encore en armes, qui perdirent 350 tués et eurent 250 blessés ; les pertes des partisans yougoslaves étant d'une centaine de tués ou blessés.

<sup>2</sup> Fait prisonnier par les Yougoslaves, Löhr sera jugé en 1947, reconnu coupable de crimes de guerre et exécuté.

<sup>1</sup> Poches de Dunkerque, de Lorient, de Saint-Nazaire, de la Rochelle, de Royan-Pointe de Grave.

# JOURNÉE NATIONALE DE LA RÉSISTANCE

Pour la seconde année consécutive, la Journée Nationale de la Résistance a été célébrée le 27 mai dans la quasi-totalité des départements, le plus souvent avec la participation des autorités de l'État. Dans nos éditions précédentes, nous avons évoqué cette commémoration dans plusieurs départements. Ci-dessous, nous continuons cette évocation dans quelques autres...

## NIEVRE

A NEVERS, le mercredi 27 mai à 10 heures, a eu lieu une cérémonie d'hommage à Pierre Brossolette à l'école portant son nom, où une plaque a été dévoilée par le Préfet, M. Jean-Pierre Condemine, et par le maire de Nevers, M. Denis Thuriot. Assistaient à cette cérémonie, entre autres Marie-Claude Boussard, secrétaire départementale de l'ANACR, et Gabriel Boussard, porte-drapeau.

A 18h30, devant le monument de la Résistance, se sont, avec à leur tête M. le Préfet, rassemblées les autorités civiles et militaires, les délégations des Associations du monde Combattant, de la Résistance et de la Déportation, avec leurs porte-drapeaux, du monde scolaire (professeurs, élèves et parents d'élèves). Le Préfet a lu le message du secrétaire d'Etat, M. Jean-Marc Todeschini, le dépôt de la gerbe de l'ANACR, a été effectué par Jean-Marc Ragobert, Président départemental, entouré de quelques lauréats du CNRD. Après le refrain de la *Marseillaise*, le *Chant des Partisans* a été entonné a capella par l'Assemblée qui s'est ensuite dirigée dans les Jardins de la Préfecture, où la cantate «Donnez-moi la mémoire» fut interprétée par le chœur d'enfants Capriccio et la chorale Giocoso.

Ensuite, avant la remise des prix aux Lauréats du Concours National de la Résistance et de la Déportation, Marie-Claude Boussard, au nom de l'ANACR, rappela que la création du CNR en 1943 donna au Général de Gaulle une légitimité auprès des Alliés, qu'il fallait être optimiste et confiant dans l'avenir, pour concevoir à partir de la fin 1943 le Programme qui allait être publié le 15 mars 1944, ainsi que le rôle fédérateur et émancipateur du CNRD. Jean-Marc Ragobert et Marie-Claude Boussard, ainsi que Claudine Boussard, membre du Comité départemental ainsi que les deux porte-drapeaux ont participé à la remise des prix, que suivit un vin d'honneur.

A VARENNES-VAUZELLES, Serge Petit, membre du Bureau départemental de l'ANACR, a lu – en présence de plusieurs élus et de représentants du monde combattant et associatif – à 18 h de larges extraits du message de Louis Cortot lors de la cérémonie devant le Monument aux morts de la ville.

## EURE

A l'occasion du 27 mai et de l'entrée de Pierre Brossolette au Panthéon, le collège éponyme de BRIONNE dans l'Eure a organisé une commémoration à l'initiative du rectorat et de l'ONAC. Mme Isabelle Baratte, Principale du collège, son équipe éducative et l'ensemble des membres du personnel se sont fortement investis dans ce projet. L'organisation, la préparation, les répétitions ont demandé des efforts de tous pour aboutir à ce bel hommage. Cet établissement, qui participe régulièrement au Concours National de la Résistance et de la Déportation – il est encore primé cette année – est très attaché à l'Histoire et sensibilise les jeunes à la Résistance. Les élèves des écoles primaires d'Harcourt, La Haye de Calleville et de Brétigny rejoindront ceux du collège. Ils seront 220 élèves de 6<sup>e</sup> et de cm2 à chanter le *Chant des Partisans* en présence du Sous-Préfet de Bernay, M. Emmanuel Le Roy, du représentant du recteur de l'académie de Rouen, d'Alain Duthell, Président départemental de l'ANACR ; la lettre de Louis Cortot a été lue à cette occasion. Les élèves ont activement participé à cette journée, intervenant ponctuellement lors des discours par la lecture d'extraits de discours de Pierre Brossolette. La section Bac Pro a présenté la maquette du buste de Pierre Brossolette, en cours de réalisation ; il sera en bois et en 3D. L'ANACR a mis à disposition ses expositions sur la Résistance, la Déportation et les étrangers dans la Résistance. Les élèves de 3<sup>e</sup> ont réalisé une exposition sur le Panthéon, avec les biographies de Pierre Brossolette, de Germaine Tillion, Geneviève de Gaulle-Anthonioz et Jean Zay. Les élèves des différentes écoles auront l'opportunité – de les visiter. Un film, réalisé par les élèves de 4<sup>e</sup> a été diffusé durant la cérémonie. La matinée se conclura par un cocktail réalisé et servi par les élèves du Lycée Clément-Ader de Bernay.

## HAUTE-SAVOIE

GROISY. Le 26 mai dernier, la commémoration de la Journée Nationale de la Résistance a été marquée par une initiative qui permettra de pérenniser cette cérémonie : en inaugurant une stèle « 1940-1944, La Résistance à Groisy », le Maire, M. Henri Chaumontet, et les élus ont marqué ainsi la volonté de rappeler, chaque année, aux jeunes générations, le combat des Résistants contre l'occupant nazi et le régime de Vichy, ainsi que les valeurs qui les animaient et qui sont celles de la République. Le témoignage de deux anciens Résistants, Jean Monin et Elie Muffat, donnait un caractère encore plus émouvant à cette cérémonie, à laquelle la participation de M. le maire de Thorens, M. Christian Anselme, et de la fanfare du 27<sup>e</sup> BCA, rappela les combats des Glières ; ainsi,

c'est tout le territoire du Pays de Fillière qui honora les combattants morts pour la France. La participation des enfants de l'école de Groisy et du collège du Parmelan donnait à cette cérémonie tout son sens par le lien ainsi créé entre la jeunesse de 1940 et celles d'aujourd'hui et de demain.

A ANNEMASSE eut lieu une série d'échanges mettant en lumière les idéaux de la Résistance et les leçons à en tirer pour l'avenir. Il y eut la présentation de la vidéo réalisée par des élèves du Lycée Jean-Monnet et leur professeur, M. Ramirez, qui a obtenu le 1<sup>er</sup> prix national et le 1<sup>er</sup> prix départemental du CNRD 2014, puis l'évocation du reportage radio réalisé par les élèves du Lycée des Glières lauréats du 2<sup>e</sup> prix départemental et leur professeur, M. Mérouani. Le débat avec MM Amoudruz et Gavard, auteurs du livre «Annemasse, la frontière et Genève, auquel prirent part Résistants, déportés et élèves, était conduit par le chargé de la culture et de la mémoire à la municipalité, M. Louar. Les proviseurs des établissements ont tiré les conclusions de ces rappels de l'Histoire avant de remettre les récompenses.

CLUSES. Cette fois encore, le Maire, Jean Luc Mivel, Vice-Président du Conseil départemental, les enseignants, les associations patriotiques dont l'ANACR et la jeunesse ont répondu présents pour cette Journée Nationale de la Résistance. Le programme établi par M. Guy Rozel, Principal du collège Geneviève-Anthonioz-de Gaulle, a permis d'impliquer fortement les élèves, qui ont présenté les 4 Résistants panthéonisés le 27 mai et qui ont réalisé la fresque consacrée à la nièce du Général de Gaulle. Plusieurs interventions – celle de M. Mivel, celles de M. Leclerc, préfet de la Haute-Savoie, de M. Bovier, Directeur des Services Académiques, de M. Bonazzi, actuel Maire de Loisin, Principal lors du choix du nom du collège, de Pierre Lespine, l'un des derniers libérateurs de Cluses, au nom de l'ANACR – ont alterné avec des chants interprétés par les élèves.

A la Roche-sur-Foron, un 27 mai inoubliable au collège des Allobroges puisque les nouvelles générations y trouveront désormais la salle Morel-Anjot, dont l'inauguration a rassemblé beaucoup de monde. La fanfare du 27<sup>e</sup> B. CA animait la matinée. Journée aussi marquée par la présentation du livre de Nicole Baud «Le maquis des Glières en 20 questions» la présence de deux anciens des Glières, Jean Carraz, Président d'honneur de l'Association des Glières, et Constant Paisant.

MARGENCHEL. Le 2 juillet 1944, l'instituteur de Margencel, Henri Corbet, perdait la vie dans «le train de la mort». En 1946, une stèle était placée dans sa classe. Puis le temps fit son œuvre : la stèle ne fut pas déplacée quand la nouvelle école fut construite. A l'initiative du Président du club «Patrimoine et traditions», M. Jean Mamet, la municipalité décida d'attribuer le nom d'Henri Corbet au groupe scolaire. Une foule nombreuse d'élus, de parents d'élèves, d'anciens élèves du «maître» disparu, d'anciens combattants, d'enfants des écoles, sans oublier la musique municipale, s'est recueillie dans la cour de la nouvelle école, école le samedi 30 mai.

Plaçant cette manifestation dans le cadre de la Journée Nationale de la Résistance, Bernard Néplaz, au nom du CRD, évoqua la personnalité et parcours du Résistant assassiné. M. Rambicur, Maire de Margencel, lut le texte de l'intervention du Maire de l'époque, Jean Céna, lors de la pose de la première stèle. Moment fort que celui de l'intervention de Mme Anne-Laure Bondaz, directrice actuelle de l'école, expliquant à l'assistance le travail des enseignants assurant la formation citoyenne de leurs élèves en liant les valeurs de la Résistance à celles de la laïcité, Le *Chant des Partisans* et la *Marseillaise* chantés par les élèves sont venus compléter les propos de leur instructrice.

SCIEZ. En partenariat avec l'association Eurcasia, le comité chablaisien de l'ANACR avait choisi d'évoquer l'épopée de l'escadrille Normandie-Niemen pour cette Journée de la Résistance. Une exposition réalisée par l'Association des Amis de Normandie-Niemen a illustré la vidéo-conférence de M. Alain Fages. L'histoire de cette escadrille partie combattre les nazis sur le front russe mérite d'être mieux connue.

A THONON, Le programme de la journée du 27 mai a repris celui de la 1<sup>re</sup> édition : Rassemblement devant l'Hôtel-de-Ville à la stèle des combattants tombés pour la libération et départ en cortège pour rejoindre la place Jean-Moulin. Derrière les drapeaux, anciens combattants et élus précèdent une forte délégation d'élèves du Lycée Savoie-Léman et trois classes du Groupe scolaire Jules-Ferry. Les jeunes de Jules-Ferry vont chanter « Le chant des Partisans » et « la Marseillaise », deux ados du Savoie-Léman faisant partager au public leur émotion à la lecture du poème d'Aragon, « La rose et le réséda ». A l'Hôtel-de-ville, où vont être honorés les lauréats chablaisiens du CNRD, la FNDIRP avait installé l'exposition de Lucien Colonel.

A MANIGOD fut inaugurée la plaque commémorative du sentier du Banc rappelant la mémoire de Francis Avettand-Fenoël, premier mort des Glières.

# RÉUNION DU CONSEIL NATIONAL DE L'ANACR



**Comme chaque année qui n'est pas de congrès national, le Conseil national de l'ANACR s'est réuni le 25 novembre dernier à la Résidence Internationale de Paris de Paris, avec 87 participants venus de 44 départements.**

La séance du matin fut ouverte à 9 h 30 par Louis Cortot Président national, ayant à ses côtés, Henriette Dubois et Pierre Martin, Président(e)s, Anne Friant-Mendrès, Mireille Monier-Lovie, Anne-Marie Montaudon, Martine Peters, Robert Foreau-Fenier et Jacques Weiller, vice-président(e)s, Jacques Varin, secrétaire général, Jean-Paul Bedoin, secrétaire général-adjoint.

Avec émotion et gravité, Louis Cortot prit la parole : « Il y a douze jours, 130 personnes ont perdu la vie à Paris et à Saint-Denis, plus de 350 ont été parfois très gravement blessés, des centaines d'autres ressentiront longtemps le traumatisme des événements tragiques qu'ils ont vécus.

« C'étaient des femmes, des hommes, des jeunes, des personnes âgées, des Français, des étrangers, de toutes catégories sociales, de toutes opinions, de toutes confessions : ils étaient attablés à une terrasse de café, dans un restaurant, ils assistaient à un concert au Bataclan, ils étaient devant le Stade de France. Ils vivaient simplement leurs joies, leurs peines, leurs passions, leurs amitiés, leurs amours, leurs espérances.

« Et pour beaucoup, tout s'est arrêté ce 13 novembre 2015, de par la volonté d'hommes munis d'armes automatiques et équipés de ceintures d'explosifs qui les ont pris délibérément pour cibles, alors qu'ils ne menaçaient personne.

« Peu importe les motivations de leurs assassins : aucune situation, aucune cause, aucune idéologie, aucune religion ne peut fournir le moindre début

de justification à de tels crimes. Notre condamnation est totale, sans aucune réserve.

« En hommage aux victimes, en solidarité avec leurs proches, je vous demande d'observer une minute de silence ».

Louis Cortot évoqua ensuite la disparition depuis le Congrès de Brive-la-Gaillarde de camarades dirigeants de l'ANACR : Roger Ranoux, membre honoraire du B. N., de Pierre Henry et René Le Prévost, membres du C. N., de Jacques Bizeau, Roger Brazzini, René Chort, Jeanine Cosnard-Simon, Paul Dinnat, Georges Duchemin, Louis Gendillou, René Nesle, Pierre Petit, Robert Quint, Paul Raybaud et Joseph Rossi, membres honoraires du C. N. Suivit un moment de recueillement à leur mémoire.

Puis, Louis Cortot rappela que le congrès de Brive-la-Gaillarde a « aussi donné comme axe stratégique de notre action dans la durée « la poursuite du combat des Résistants contre le fascisme... ».

« Sur le terrorisme, au-delà de son mode opératoire, il importe de s'interroger sur la nature de sa finalité, sur ce que recouvre ce mot dans l'Histoire ou pour le présent, sur son éventuelle parenté avec le fascisme, ou en tout cas son rapport direct ou indirect au fascisme, dont les résurgences contemporaines sont évidentes.

« Des questions que nous devons nous poser, en ayant toujours à l'esprit ce que nous sommes et ce que nous ne sommes pas.

Nous ne sommes pas un parti politique. C'est-à-dire qu'il y a des réponses à des questions légitimes que nos adhérents – par ailleurs citoyens – ne pourront trouver dans l'ANACR, car elles ne pourraient être consensuelles de son pluralisme statutaire. Et ce n'est pas le rôle de l'ANACR de les donner.

« Nous sommes une association qui vise non à être l'expression d'une petite minorité avant-gardiste – voire isolée – mais à rassembler dans nos rangs le plus largement possible – comme le fit la Résistance – des femmes et des hommes, de toutes opinions démocratiques, de la gauche à la droite, dans la lutte contre les résurgences du fascisme, la xénophobie, les remises en cause de la démocratie et des libertés.

« Et cela en nous appuyant sur ce qui est notre arme principale, sinon unique, le passage de la mémoire des valeurs, de l'expérience et des luttes de la Résistance, en nous efforçant d'être audibles du plus grand nombre. »

Les tragiques événements du 13 novembre ont modifié l'ordre du jour du C.N., qui a consacré – après une intervention introductrice de Jacques Varin – une part importante de ses travaux à ces questions du terrorisme, en en cernant le concept, qui est l'attaque meurtrière délibérée contre toute une population civile – hommes, femmes, enfants, personnes âgées – pour faire pression sur des combattants, des militaires, des politiques, des gouvernements ; avec le rappel historique de ce que fut le terrorisme nazi en France : Oradour, Maillé, Ascq, Tulle...

Autre problème grave abordé : la résurgence en Europe du fascisme dans ses pires aspects, la xénophobie et les violences racistes, la montée de l'extrême-droite en France.

Furent aussi évoqués le bilan de la Journée Nationale de la Résistance 2015, le lieu à fixer du congrès National 2017, le site Internet de l'ANACR, le monde combattant... Louis Cortot rappela les grandes dates de 1945. La séance fut levée à 16h30.

## HOMMAGE AU COLONEL FABIEN



**Louis Cortot, Monique Georges et Jacques Weiller déposent la gerbe de l'ANACR sur la sépulture de Fabien et de ses compagnons. Louis Cortot, Jacques Weiller et Claude Morel se recueillent sur la tombe de Pierre Villon.**

Lundi 28 décembre, comme chaque année depuis 1945, un hommage a été rendu au Père-Lachaise à Pierre Georges, le « Colonel Fabien », tombé le 27 décembre 1944 à Habsheim en Alsace avec ses compagnons de lutte Marcel Pimpaud, le « Colonel Dax », les Capitaines Blanco, Katz et Lebon, Gilberte Lavaire (« Nicolle »).

Jacques Varin a évoqué ce que furent les engagements et combats de Fabien, de l'Espagne à la Résistance et au 15-1, devant une Assistance au premier rang de laquelle se trouvait Monique Georges, sa fille, membre du Comité d'honneur national de l'ANACR.

Puis tous se rendirent sur la tombe toute proche de Pierre Villon, dirigeant du Front National de Lutte pour la Libération et l'Indépendance

de la France, vice-Président du Conseil National de la Résistance, Président de son Comité Militaire d'Action (Comac), Président national de l'ANACR de 1954 à 1980.

La Direction de l'ANACR était représentée par Louis Cortot, Compagnon de la Libération, Président, Jacques Weiller, vice-président, Jacques Varin, secrétaire général, Christiane Tardif, trésorière nationale adjointe, Guy Frezoul, Naftali Skrobek, membres du Conseil National.

On notait la présence de représentants de l'Amicale du 15-1, de l'ACER, de l'ARAC, de la FNDIRP, des comités ANACR de Paris, Hauts-de-Seine, Seine-Saint-Denis.

**Chaque mois, les Comités ANACR ont à déplorer le décès de vaillants camarades qui se distinguèrent dans les combats de la Résistance et de la Libération. La Di-**

**rection Nationale de l'Association et son journal adressent aux familles et amis des disparus leurs condoléances et l'expression de leur fraternelle affection.**

## Roger BRAZZINI, Raymond REVIRON (Seine-Saint-Denis)

Né le 4 octobre 1917 à Paris dans une famille d'immigrés italiens, son père étant ébéniste, Roger Brazzini devint à 13 ans apprenti tourneur-robinetier puis se forma au métier de tourneur-mécanicien. Embauché en 1936 dans une usine mécanique de Stains, il adhère au Parti Communiste et aux Jeunesses communistes, dont il devient en 1937 secrétaire pour la Région Paris-Nord avant d'être élu en 1939 à leur Comité central. Réformé temporaire en septembre 1939, il est arrêté le 13 mars 1940 pour «reconstitution de ligue dissoute», à savoir les Jeunesses communistes interdites après le Pacte germano-soviétique, et incarcéré à la Santé. Évadé lors du transfert des prisonniers de la Santé pendant l'exode, il sera condamné à Périgueux par contumace à cinq ans de prison et à la déchéance de la nationalité française. Rentré à pied en Région parisienne et ayant repris son travail ainsi que son activité militante, il échappera à une nouvelle arrestation et entrera dans la clandestinité. Après avoir reconstitué plusieurs groupes clandestins de Jeunesses communistes, convoyé tracts et journaux clandestins pour le passage de la Ligne de démarcation, il participera à la réorganisation du Parti et des Jeunesses communistes dans les Landes, en Charente-Maritime, en Gironde. Parti en mai 1942 dans la Région de La Rochelle, il échappa un an plus tard à la Gestapo et vint se réfugier à Paris avant de repartir travailler dans une ferme en Vendée, où il reprit contact avec les FTP, participant à plusieurs combats de maquisards en août 1944 et à la libération de Melle, dans les Deux-Sèvres. De retour en Région parisienne à la Libération, il devint permanent de l'Union de la Jeunesse Républicaine de France (UJRF) puis directeur de la gestion de *Filles de France*, organe de l'Union des Jeunes Filles de France, avant de devenir et rester durant 35 ans directeur administratif du centre du Centre médico-social de Blanc-Mesnil. Président de l'ANACR de Blanc-Mesnil, membre du Conseil National de l'ANACR de 1992 à 2010 puis membre honoraire jusqu'à sa disparition, il était Chevalier de la Légion d'Honneur, Croix de Combattant Volontaire et Croix de C.V.R.

Né à Pantin en 1920, **Raymond Reviron** vivait à Montreuil en 1939. Fonctionnaire à la Préfecture de la Seine, utilisant tous les moyens de la direction des services techniques de la préfecture de la Seine conjointement à ceux de la mairie de Paris, notamment pour la fabrication de faux papiers pour des militaires évadés, des Alsaciens-Lorrains, des Juifs persécutés désireux de passer en Zone Sud. En février 1942, Raymond Reviron, est muté à la mairie du 19<sup>e</sup> et devient le responsable de Libé-Nord de l'arrondissement. Il y retrouve le groupe clandestin dit des Buttes-Chaumont, qui agit dans les services de la mairie et à l'extérieur en relation avec d'autres organisations de la Résistance de l'arrondissement. L'action du groupe va s'intensifier au moment du recensement pour le Service du Travail Obligatoire en Allemagne (le STO), en premier lieu par le sabotage des listes de recensement d'abord. Diverses aides seront données aux réfractaires pour qu'ils puissent se soustraire aux réquisitions de la police. En juin 1944, le groupe s'organise en vue des combats de la Libération de Paris qui s'approche : Raymond Reviron se trouve à la tête d'environ 130 membres de Libé-Nord, qui vont prendre une part active avec d'autres forces de la Résistance aux opérations militaires et, le 19 août, ils installent à la mairie le Comité local de Libération présidé par Gabriel Piro. Lieutenant FFI, Raymond Reviron,

Président du comité local de l'ANACR de Montreuil-sous-Bois, était Médaille de la Résistance.

## Jean LOCHE, Jean FRAYSSE, Ferdinand BUGE, Georges CUEILLE (Corrèze)

Engagé très jeune dans la Résistance, à 17 ans, **Jean Loché** ravitailla les réfractaires cachés dans les bois à Saint-Germain-Lavalols, au lieu-dit les Cabanes d'Imbort et recueillit des informations qui leur sont destinées. Ayant rejoint la 232<sup>e</sup> Compagnie F.T.P.F., il participe en août 1944 à la bataille d'Egletons, où il assiste à la mort de Louis Feysaguet alias «Lieutenant Roland», épisode tragique qui le marquera à vie. La paix venue, il n'eut de cesse de lutter pour les idéaux du CNR et pour la transmission des valeurs de la Résistance, créant le comité cantonal ANACR de Sornac dont il fut président et l'animateur infatigable. Il était membre honoraire du Conseil national de l'ANACR.

Un des trois derniers rescapés corréziens des camps de la mort, **Jean Fraysse**, vient de nous quitter. Engagé très jeune dans la lutte contre l'occupant nazi, Combattant Volontaire de la Résistance dans les rangs des F.T.P., il fit partie des hommes rafles à Tulle le 9 juin 1944. Le comité de Tulle de l'ANACR, l'avait élu Président. Il laisse un témoignage dans le film de Patrick Séraudie *le Silence de la Douleur*, consacré au drame de Tulle.

L'abbé **Ferdinand Buge** nous a quittés le 2 octobre dernier dans sa 94<sup>e</sup> année. Né dans une famille de paysans à Saint-Cernin-de-Larche, il est nommé vicaire et rejoint Ussel pour enseigner le français à l'école Notre-Dame. Réquisitionné pour le STO, il s'engage tout de suite dans la Résistance, et devient aumônier du Maquis au sein de l'AS jusqu'à la Libération. Dès sa création, il avait rejoint le comité ANACR d'Ussel et ne l'a jamais quitté.

Maquisard et Résistant au côté de Georges Guingouin, **Georges Cueille**, disparu dans 95<sup>e</sup> année, était entré en résistance dès avril 1941. Avec son père, il accueillit Georges Guingouin et participa à la construction de sa «cache» au lieu-dit «Les Grands Bois», dans la commune de Soudaine-Lavinadière. Dès lors, sous le pseudonyme de «Philippe», il participa activement à la lutte contre les occupants et leurs complices collaborateurs. Recherché, traqué, échappant à une arrestation, il sera condamné par contumace, à vingt ans de travaux forcés. Durant toute la «longue marche», il restera un proche compagnon du Préfet du Maquis. Chevalier de la Légion d'honneur, il était aussi Officier du Mérite agricole.

## Lily DENIS (Paris)

Disparue à l'âge de 96 ans le 3 décembre 2015, Lily Denis (Emilie Ravitsky) était entrée dans la Résistance en octobre 1942. Chargée du chiffre et des liaisons sous les ordres successivement du Colonel Ducasse («Gelucourt» «Vergaville»), fusillé à Souges (près de Bordeaux) le 21 août 1944, et du colonel Charbonnet («Didier»), fusillé à Lyon le 27 juillet 1944, elle échappa à la rafle de Caluire organisée par Klaus Barbie. Secrétaire de l'état-major de l'Armée Secrète (intégrée plus tard aux FFI), couvrant les dix départements de la 1<sup>re</sup> région (Région Lyonnaise), ses pseudonymes de Résistante furent «Monsieur Prêles», «Candide», «Rosine». Lieutenant honoraire, Elle était Chevalier de la Légion d'honneur, Médaille de la Résistance, Officier des Arts et Lettres.

## Edmond CROCE dit «Monmond» (Isère)

En mai 1943 il s'engage dans l'Armée Secrète auprès de Charles Seydoux demeurant à Pontcharra et responsable du secteur Haut-Grésivau-

dan, qui fut arrêté et mourut en déportation en juillet 1944. Sous les ordres de François Couplet, responsable de l'A.S., «Monmond» participa de mai 1943 à août 1944 aux distributions de tracts et collages d'affiches, effectuant plusieurs sabotages contre l'ennemi. Ensuite, sous les ordres du capitaine Bourgeois (A.S. de la Rochette), il participe à la libération de Chamoux, Aiton et à la campagne de Maurienne et Tarentaise : col de la Vanoise, Châlet Félix-Faure, Lanslebourg, Monvalezan et Bourg-Saint-Maurice. Hospitalisé le 5 décembre 1944 à l'hôpital F.F.I. d'Aix-les-Bains, il sera réformé et sera démobilisé fin décembre 1944. Le comité ANACR de Pontcharra étant créé en 1975, «Monmond» en sera trésorier de 1975 à 2011.

L'ANACR de l'Isère a déploré aussi la disparition à 89 ans le 17 novembre 2015 d' Aimé VARNET, «Ami de la Résistance», secrétaire du comité ANACR de Crémieu.

## Hervé GUICHOUX (Gironde)

Né le 30 mai 1927, Hervé Guichoux, placé à quatre ans à l'orphelinat de Brest, entra à 17 ans dans la Résistance, en assurant tout d'abord la distribution de tracts et de journaux. En juin 1944, répondant aux instructions données, il participe aux combats de la Libération au sein des maquis bretons, en transportant des armes, exécutant des sabotages ou en participant à des actions de guérillas. Celles-ci lui vaudront de se voir décerner à l'âge de dix-sept ans la Croix de Guerre (avec étoile de bronze et une citation à l'ordre du Régiment.). Engagé volontaire dans l'infanterie, il participe à la Libération du territoire puis à la campagne d'Allemagne et jusqu'en 1946 à son occupation. Resté dans l'Armée jusqu'en 1970, il y fera une carrière qui le conduira en Indochine et en Algérie. Il était Chevalier de l'Ordre National du Mérite, Médaille de la Résistance, Médaille CVR, Médaille Combattant Volontaire 39/45 et titulaire d'autres distinctions.

## Jacques BIZEAU (Indre)

Adolescent, il n'avait pas 18 ans, Jacques Bizeau fut – notamment avec Jean Petit, Georges Bray, André Desroche et Jean Blondeau – du premier groupe FTP constitué dans l'Indre-Nord à l'initiative de celui qui deviendra le légendaire Commandant «Alex», «Le Patron». En avril 1944, il est à la ferme des Jodons à Jeu-les-Bois aux côtés de Georges Piot à la réception d'un parachutage. Il y est encore dès le 7 juin, lendemain du débarquement, avec les responsables départementaux FTP, projetant l'organisation des Maquis de Dampierre et Jeu-les-Bois. Il sera désigné responsable d'un groupe qui cantonnera aux Buttes au nord de Jeu-les-Bois et deviendra le «lieutenant Janot», plus jeune officier de la Résistance du département. Ce groupe prend une telle importance qu'il est dès le 10 juin scindé en deux, une partie s'installant dans une ferme abandonnée près du carrefour des Laboureaux. Mais le 12 juin à l'aube, suite de toute évidence à une dénonciation, la ferme est attaquée par une forte colonne allemande. Le combat, auquel deux sections de l'Armée Secrète du GIE cantonnées à proximité apporteront leur appui, durera plusieurs heures et sera meurtrier. Ces premiers jours de l'insurrection dans le département furent très chauds, 9 juin : Argenton, 10 juin : Issoudun, 11 juin : les Mineaux, Sainte-Cécile, Dun et, le 12 juin, les Laboureaux. Le lieutenant Janot participe aux embuscades, destructions pylônes à tension, coupures de routes et ponts, mission diverses telle la formation d'un maquis dans le secteur d'Ambrault, combat de Dampierre. Engagé pour la durée

de la guerre, il fera une carrière militaire qu'il terminera avec le grade de Colonel. Ancien Président du Comité départemental ANACR de l'Essonne, Président d'Honneur du Comité ANACR de l'Indre, membre du Conseil National de l'ANACR de 2000 à 2012, puis ensuite honoraire jusqu'à sa disparition, il était Officier de la Légion d'Honneur, Commandeur dans l'Ordre National du Mérite, Médaille de la Résistance.

## René CHARPENTIER (Oise)

Président d'honneur de l'ANACR de l'Oise, René Charpentier disparu le 30 août 2015 à 91 ans. Résistant, avait rejoint dès son plus jeune âge le Front National de lutte pour la libération et l'indépendance de la France, dans la région de Senlis. Durant de longues années, il avait contribué à la vie de l'ANACR, en particulier de son comité sud-ouest. Il était Chevalier de la Légion d'honneur.

## Jean-Claude GUILLON (Indre-et-Loire)

Né en 1934, Jean-Claude Guillon connu à 7 ans la prison de Tours où il fut retenu comme otage avec sa mère, sa tante et sa jeune sœur, les policiers pourchassant son père Jean, responsable de la Résistance communiste et qui arrêté en 1943 sera déporté à Mauthausen. Entré après-guerre à la Bibliothèque de Tours, il prendra sa retraite fin 1994 comme assistant de conservation du patrimoine et des bibliothèques. Responsable syndical CGT, responsable de l'Institut d'Histoire Sociale CGT de la Région Centre, il fut aussi militant et élu communiste, militant associatif notamment à la FCPE. Il était membre de l'AFMD, de la FNDIRP, de l'ERIL et de l'ANACR dont il était membre du Comité directeur départemental.

## Léon PAGET, Tony CASALI, Edmond SIBUT (Savoie)

Né le 25 octobre 1928, Léon Paget fut marqué très jeune par la mort d'Auguste Tornier, premier Résistant savoyard tué par les forces de répression du régime pétainiste dans la nuit du 10 novembre 1942. A 15 ans, il devient agent de liaison de la Résistance sous les ordres d'Edmond Rochoix (capitaine Sapin), responsable de la Cie 92.10 des FTP. Il participe ensuite à des sabotages d'usines et à des embuscades sur la RN 90. Il est au parachutage des Saisies le 1<sup>er</sup> août 1944 puis aux combats de la Libération les 10 et 11 août 1944 à Notre-Dame de Briançon et Pussy. Fin août 1944, il prend part à la libération de la Haute-Tarentaise, au col du Mont, avant d'aider à la libération de la Haute-Maurienne, à Termignon. Il est décédé en juillet 2015.

Né le 8 janvier 1926 à Notre-Dame-de-Briançon, Tony Casali entre Résistance le 1<sup>er</sup> janvier 1944 à la Cie FTP 92-12 sous les ordres du capitaine Sapin (Edmond Rochoix) et va participer à divers sabotages, embuscades et parachutages en Basse et Haute-Tarentaise. Après la libération de la Tarentaise fin août 1944, il s'engage dans le bataillon Savoie (AS et FTP) qui devient le 13<sup>e</sup> BCA, qui reçoit l'ordre de déloger en Haute-Tarentaise les Allemands du fort de la Redoute. Tony Casali fait échouer une contre-attaque ennemie et permet la capitulation allemande. Longtemps président du Comité local ANACR de Basse-Tarentaise, Tony Casali est décédé fin juillet 2015. Il avait la Croix de Guerre.

Décédé en juillet 2015, Edmond Sibut était né le 11 septembre 1921 à Moutiers, est en 1940 dessinateur industriel à Poullière. De novembre 1941 à juillet 1942, il est appelé aux Chantiers de Jeunesse. En 1942, il s'engage dans la sizaine de Bernard Ressler à Moutiers, ville où son oncle Louis Sibut est un animateur de la Résistance. En 1943, il rejoint la trentaine AS de son usine, placée sous les ordres de l'adjudant Neuschwander («Desjardins»); diffusant la presse clandestine, il devient agent de son unité; Puis il participe au parachutage

de la Plague et devient en mars 1944 l'agent de liaison de Louis Lungo. Le 6 juin, il rejoint le Pont des Plaines près du défilé de Siaix et récupère des explosifs avec son beau-frère Jean Orsat. Le 9 juin, il rejoint le maquis des Allues puis regagne Pomblière. Mis ensuite à disposition de Marcel Bonomi, il assure des liaisons et des distributions de presse clandestine. Le 4 août, il prend part aux combats de Laval avant d'être engagé par André Tournon («Villaret»), chef du 6<sup>e</sup> bataillon de l'AS. Il sera longtemps très actif dans l'hommage aux fusillés de Terre-Noire.

## Roger VENUAT (Allier)

Ancien co-président du Comité départemental ANACR de l'Allier et membre du Conseil National de l'ANACR de 1998 à 2006, puis membre honoraire du CN jusqu'à sa disparition en novembre 2015. Réfractaire au STO, il fut Résistant actif de mars 1943 à octobre 1945, après avoir contribué à la capitulation de la colonne Elster dans le Cher en septembre 1944. Ayant appartenu à l'état-major du colonel Franck, chef des FFI de l'Allier, il était Chevalier de l'Ordre National du Mérite et Croix du CVR.

## Paul RAYBAUD (Var)

Décédé le 27 octobre 2015 à l'âge de 94 ans, dirigeant depuis le début des années 1950 de l'ANACR du Var, qu'il présida jusque début 2007 et dont il était Président d'honneur, Paul Raybaud est décédé le 27 octobre 2015. Fils d'un couple d'instituteurs républicains limogés par le Gouvernement dit de Vichy, Paul Raybaud fit ses études au lycée de Toulon et eut, notamment, comme professeur d'histoire-géographie, Henri Michel, futur directeur du Comité d'Histoire de la Seconde Guerre mondiale, et fut sensibilisé à la guerre d'Espagne. Il s'engagea très tôt dans la Résistance alors qu'il était étudiant en médecine à Marseille, adhérant en 1941 à la Jeunesse communiste clandestine dont il imprima et distribua les tracts et journaux. Appelé aux Chantiers de jeunesse en 1942, affecté dans la Drôme, il y resta jusqu'à ce qu'au début 1943 il soit question d'envoyer les jeunes des Chantiers en Allemagne. S'en étant échappé, il se fit démobiliser et revint à la vie civile. Affecté comme médecin des Groupes mobiles de réserve à Marseille, il permuta avec un camarade pour exercer à Toulon, où se trouvaient sa femme - épouse en février 1941 - et ses deux enfants. Membre des Forces unies de la jeunesse patriotique (FUJP), il constitua en liaison avec son responsable politique, Roger Mériglier, une petite équipe de Résistants à l'hôpital Sainte-Anne où il était interne. Profitant d'un bombardement de Toulon, il en fit notamment évader au mois de mars 1944 un maquisard FTP prisonnier du SD et blessé le 16 janvier 1944 à Brue-Auriac, qu'il cacha chez ses parents puis qu'il convoya jusqu'à Salernes afin qu'il puisse regagner le maquis. Passé peu après, en mai, dans la clandestinité, Paul Raybaud refusa de rejoindre le maquis «Vallien» de l'A.S. (où se trouvait son frère aîné, Marcel) et fit partie des créateurs du maquis FTP «Robert» dans les environs d'Ampus et Aups, dont, avec le pseudonyme de «Louis Pierre», il fut l'adjoint du responsable adjoint aux effectifs, Robert Charvet («Dominique») qu'il avait hébergé à Toulon lorsque celui-ci était un des dirigeants de la JC. Surtout connu comme «le Toubib», il participa avec ce maquis à de très nombreuses actions entre les mois de juin et août 1944, échappant une première fois aux Allemands et à la mort lors de la tragique journée du 22 juillet 1944 où plusieurs de ses camarades - dont une femme et deux bergers - furent abattus alors que l'on était venu le chercher pour soigner des maquisards AS blessés le matin même à Aups, et surtout, à l'attaque du 11 août 1944, à Sainte-Croix-du-Verdon où le camp «Robert» avait été regroupé avec la 13<sup>e</sup> compagnie FTP des Basses-Alpes. Alors que 19 maquisards furent abattus, lui-même et son groupe par-

vinrent à se cacher dans le maquis, près de Quinson (Basses-Alpes). Décoré de la Croix de guerre, cité le 1<sup>er</sup> juin 1945 à l'ordre de la 15<sup>e</sup> Région, homologué sous-lieutenant FTP, Paul Raybaud s'était à la Libération engagé dans le régiment FFI des Maures et fut envoyé sur le front des Alpes. Membre du Conseil National de l'ANACR de 1966 à 2008, il en était depuis membre honoraire.

## Guy LEROU, Andréa VICTOR, Norbert LABAU (Lot-et-Garonne)

Né le 13 septembre 1921 à Paris, Guy Lerou sera incorporé d'office aux Chantiers de jeunesse de mars à novembre 1941. Plus tard, il rejoindra volontairement les FFI et sera incorporé au bataillon Geoffroy le 6 juin 1944. Il s'était marié précédemment le 15 avril 1944. Affecté au groupe Vény du 1<sup>er</sup> septembre au 15 novembre 1944, il prend une part active à la Libération. Il obtiendra la qualité de personne contrainte au travail en pays ennemi par décision du préfet du Lot-et-Garonne, le 29 avril 1955, pour la période du 8 janvier au 6 août 1943. Entré dans la gendarmerie le 31 mai 1945. Il y fera une longue carrière.

Disparu le 24 septembre 2014, **Andréa Victor** avait une vingtaine d'années quand elle refusa l'inacceptable de l'occupation nazie et du régime pétainiste, se comportant en patriote en aidant la Résistance en Dordogne, à Çapdrot. Sa maison servira de boîte à lettres pour un groupe rattaché à la M.O.I. comprenant des Espagnols. Elle était aussi agent de liaison, recevant des messages et les transmettant à la Résistance, entre Domme et Saint-Amans-de-Belvez. Enfin, elle cacha armes et Résistants, qu'elle nourrissait. Son esprit d'engagement, sa force de caractère seront mis à l'épreuve à plusieurs reprises. Ce fut le cas lors du passage d'éléments de la division SS *Das Reich* se dirigeant vers Tulle en bombardant Domme et sa vallée. La cour de sa ferme sera envahie par une meute d'Allemands accompagnant des blindés qui la placeront devant un fusil-mitrailleur auquel elle refusera de tourner le dos en déclarant : «*si je dois mourir, je veux voir celui qui me tuera, plutôt que de prendre des balles perdues*»; elle sera épargnée.

**Norbert Labau** avait vingt-deux ans lorsque des policiers vinrent le chercher pour l'emmener à la gare et partir au STO en Allemagne, en application d'une loi du régime pétainiste. En gare de Cahors, le train s'arrêtant pour faire le plein de charbon, Norbert sauta à contre-voie sur le ballast, réussissant à fuir. Revenu dans l'Agenais, il se dirige vers la frontière franco-espagnole, espérant rejoindre les FFL. Arrêté près de Luchon par une patrouille allemande, la Gestapo l'expédiera à la prison militaire de Royalieu, antichambre des camps de la mort. Le 25 juin 1943, il partira avec un millier de prisonniers politiques pour Buchenwald où il restera jusqu'en avril 1945.

## Roger CHAMPROBERT (Puy-de-Dôme)

Décédé dans sa 97<sup>e</sup> année, Roger Champrobert, mobilisé le 27 août 1939, est fait prisonnier, mais réussit à s'évader. Revenu à Clermont-Ferrand, il rejoint l'Armée d'armistice. Démobilisé, il entre le 20 mars 1941 dans la Résistance. Arrêté le 23 septembre 1941 à Clermont-Ferrand, il est condamné à dix ans de travaux forcés et à dix ans d'interdiction de séjour par la «section spéciale» du tribunal militaire de la région. Après plusieurs prisons, il fut transféré à la centrale d'Eysses (Lot-et-Garonne). Le 30 mai 1944, le gouvernement de Vichy le livra à la division *Das Reich* et fut le 30 juin déporté à Dachau, d'où il fut libéré le 30 avril 1945; il sera rapatrié à Clermont-Ferrand le 15 mai 1945. Après-guerre, il fut journaliste à la «*Voix du Peuple*», à Clermont-Ferrand, puis au «*Patriote*», à Saint-Etienne, et enfin à «*la Marseillaise*», à Nîmes et à Marseille. Syndicaliste et militant politique, il fut aussi militant de la mémoire au sein de la FNDIRP, de l'ARAC et de l'ANACR.

J'ai retrouvé dans les archives des documents à propos de mon grand-père, Paul CHAUZU, né le 8 septembre 1925 à Brive, et de sa participation pendant la Seconde Guerre mondiale, en tant que Résistant au sein des FFI. Son nom de guerre était «Pierrot», et il est rentré au maquis le 1<sup>er</sup> mars 1944, sous les ordres du capitaine Taurisson. Il a participé à toutes les opérations de sa formation et a signé un engagement pour la durée de la guerre. D'après son livret individuel, il a été renvoyé dans ces foyers le 30 avril 1946. Il a fait les campagnes de l'Ouest du 15 septembre 1944 à décembre 1944, d'Alsace du 6 janvier au 30 mars 1945, d'Allemagne, à partir du 1<sup>er</sup> avril 1945.

Qui aurait des informations sur mon grand-père ou le groupe de Résistants autour du capitaine Taurisson ?

Contacteur Elodie DA CUNHA  
19, avenue Norman Prince - 64 000 -PAU  
Portable : 07 51 62 88 39  
E-mail : [edacunha16@outlook.fr](mailto:edacunha16@outlook.fr)

\*\*\*

Je recherche la date où mon père, André, Pierre LAVAUD, né le 28 janvier 1923 à Busnière-Dunoise (Creuse) et décédé le 3 septembre 2009, est entré dans la Résistance ; très probablement dans le réseau «Adolphe», dans le centre de la France.

Puis-je avoir connaissance d'informations sur ce réseau ?

Contacteur Catherine, Andrée LAVAUD  
Lieudit la Ramboulerie  
45320-COURTENAY  
Tél : 02 38 97 93 94 -Port : 06 87 51 81 21  
E-mail : [agape357@orange.fr](mailto:agape357@orange.fr)

\*\*\*

Je recherche des informations sur des personnes qui sont tombées sous les balles allemandes en juin et août 1944 sur la commune de Châteauneuf-en-Savoie.

Contacteur Christelle HUGONOT  
Les Tavaux, 73390-CHATEAUNEUF  
Tél : 04 79 70 15 95  
E-mail : [martin.hugonot@orange.fr](mailto:martin.hugonot@orange.fr)

\*\*\*

Est-il possible de pouvoir retrouver la famille de France AUDOUL qui était à Ravensbruck ? Ma grand-mère m'a offert un portrait d'elle fait par Mme Audoul.

Contacteur Louis-Marie NOEL  
E-mail : [noel\\_louismarie@yahoo.fr](mailto:noel_louismarie@yahoo.fr)

\*\*\*

Je recherche des informations sur le réseau de Résistance dont mon père, Robert LENAT, qui était professeur au lycée Tristan-Corbière de Morlaix, fut membre fondateur. Je possède une carte FFI avec un tampon de 1947, sa carte de Combattant Volontaire de la Résistance n°161640 ainsi que sa carte de combattant n° 115686, toutes deux signées à Quimper en 1961 et 1962.

Mon père, décédé en 1987, a reçu par la suite la Légion d'Honneur à ce titre.

Qui pourrait me renseigner ?  
Contacteur Monique LENAT  
E-mail : [monique.lenat@wanadoo.fr](mailto:monique.lenat@wanadoo.fr)

\*\*\*

Je recherche des informations sur le réseau de Résistance dont mon père, Robert LENAT, professeur au lycée Tristan-Corbière de Morlaix, fut membre fondateur. Je possède sa carte de Résistant FFI, au dos figure

seulement un tampon daté de 1947. Je possède d'autre part sa carte de Combattant Volontaire de la Résistance n°161640 ainsi que sa Carte de combattant n° 115686, toutes deux signées à Quimper en 1961 et 1962.

Mon père, décédé en 1987, a reçu ensuite la Légion d'Honneur.

Mais, je ne trouve pas d'information sur le réseau dont il fut membre fondateur. Qui pourrait m'en donner ? D'avance, merci.

Monique LENAT  
E-mail : [monique.lenat@wanadoo.fr](mailto:monique.lenat@wanadoo.fr)

\*\*\*

Je travaille sur la biographie d'un citoyen soviétique, Ahmadiyya Mikail-oghlu JABRAYILOV, qui participa activement à la Résistance française sous le pseudonyme de Michel ARMED (AKHMED, AKMED)

Les sources soviétiques donnent des versions différentes de sa biographie. Selon l'une d'entre elles, il aurait été interné dans un camp de prisonniers de guerre à Rodez, avec plusieurs milliers d'Azerbaïdjanais, et aurait pris contact avec la Résistance française, laquelle incita les responsables de l'activité clandestine du camp à s'évader.

Le 15 août 1944, les Allemands informés d'une réunion des responsables clandestins les arrêtèrent et les condamnèrent à mort. Mais 8 d'entre eux réussirent à s'échapper, dont Jabrayilov, qui rejoignit ensuite le détachement d'Huseyn Reza Mamedov, lui aussi un Azerbaïdjanais ; ils participèrent à la Libération de Rodez.

Qui pourrait m'en dire plus ?  
Contacteur Gomozy VADIM  
Russie  
E-mail : [vadim@vadimonline.ru](mailto:vadim@vadimonline.ru)

\*\*\*

J'essaie de retracer le parcours d'un Résistant belge, du jour de son arrestation par la Gestapo jusqu'à sa mort au camp de Dora.

Après avoir reçu une réponse de Dora et de Gross-Rozen, je sais maintenant qu'il venait de la prison de Strzelce Opolskie ou Gross Strehlitz - en même temps que des prisonniers du Nord-Pas-de-Calais (Nuit et Brouillard, NN).

Quelqu'un peut-il me dire s'il existe un moyen de savoir quand il est arrivé dans cette prison ? Un service d'archives en Pologne ? Un recensement ? Une association ?...

Contacteur Fabienne BONDUE  
Riche Rue, 7784 - WARNETON, Belgique  
Tél. : 00 32 56 58 70 82  
E-mail : [fabondue@gmail.com](mailto:fabondue@gmail.com)

\*\*\*

Les maquisards du secteur de Quimperlé (Finistère Sud) ont été incorporés dans des bataillons affectés dans la Poche de Lorient (août 1944/mai 1945). Y a-t-il possibilité de consulter la liste de ces militaires ?

En fait, je recherche si l'un d'eux - Jean GUERARD - est bien présent lors de cette période.

Je vous remercie de votre réponse.  
Claude CHARBONNEAU  
8, rue de la Croix Saint-Jean. 56270 - PLOEMEUR  
Tél. : 02 97 86 21 76 - Port : 06 61 92 78 02  
E-mail : [claude.charbonneau@aliceadsl.fr](mailto:claude.charbonneau@aliceadsl.fr)

\*\*\*

Je suis la fille de René HAMON, né le 17 février 1924 aux Pavillons-sous-Bois (75/93) et décédé à Vannes (56) le 10 novembre 2001.

J'essaie de comprendre l'action de mon père - qui pendant la Guerre habitait Pavillons-sous-Bois - dans le réseau Buckmaster, SOE, section F, mention portée sur sa carte d'ancien combattant.

Il a été peu bavard sur son action et je le regrette maintenant.

Il a participé à la libération de Paris et a poursuivi le combat avec l'armée américaine lors de la bataille des Ardennes, puis a été incorporé dans les chasseurs alpins une fois arrivé dans le Tyrol à Steinach am Brenner. Il était sergent-chef. Il a été démobilisé en mai 1945 ou 1946.

C'est en résumé tout ce que je sais.

J'ai lu avec beaucoup d'intérêt le récent livre de Norenn Riols, «Ma vie dans les services secrets (SOE, action F)», mais je ne découvre rien qui m'éclairerait sur les réseaux Buckmaster en Région parisienne.

Qui pourrait m'aider ?  
Jocelyne SCHLOSSER  
E-mail : [jocelyneschlosser@gmail.com](mailto:jocelyneschlosser@gmail.com)

\*\*\*

J'effectue des recherches sur le grand-père de mon conjoint. Ce dernier, Polonais, décédé en 1984, a intégré le POWN en janvier 1944 jusqu'à la Libération, et a reçu le diplôme de la croix POWN, est titulaire de la médaille commémorative de la guerre 39-45. Je détiens également sa carte de la Fédération Nationale des Anciens de la Résistance, établie le 20 décembre 1946 à Paris.

Toutefois, je ne sais où m'adresser afin de tenter de retrouver d'autres renseignements sur son intégration, participation à la Résistance.

Pouvez vous me guider dans ces recherches ?  
Contacteur Nathalie GEMZA  
[nathalie.gemza@orange.fr](mailto:nathalie.gemza@orange.fr)

\*\*\*

Je recherche des informations sur mon grand-père maternel, Alexandre Francis Jean CLAIREAU, né en 1905 à Lorient. Il partit de Bretagne pour le Cher, où il rencontra et épousa ma grand-mère, Berthe Gaudichet. Pendant la Seconde Guerre mondiale, ils habitaient Massoeuvre, tout près de Saint-Florent-sur-Cher. D'après ce que m'a raconté ma mère (Micheline Bertin née Claireau en 1933), ils furent tous deux passeurs clandestins pendant la guerre. Mon grand-père faisait partie, selon ma mère, des FTP et agit beaucoup dans la Creuse. Il aurait été incarcéré plusieurs fois pendant la guerre à la prison de Bourges.

Voilà tout ce que je sais et que je n'arrive ni à vérifier ni à développer. Je serais reconnaissante à toute personne susceptible de m'en apprendre un peu plus. Merci d'avance !

Contacteur Laurence TEPPER  
Tél. : 06 84 77 89 82  
E-mail : [lteper@yahoo.com](mailto:lteper@yahoo.com)

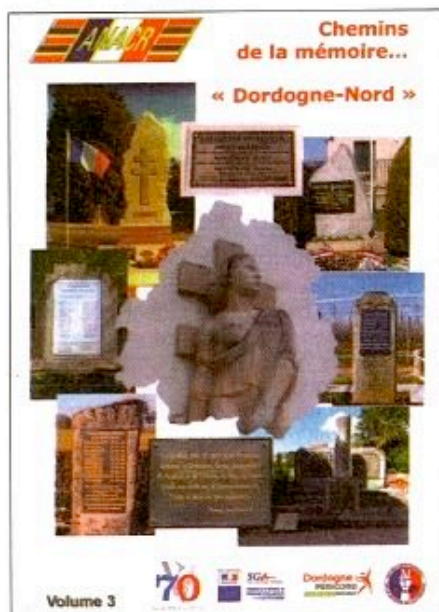
\*\*\*

Je voudrais savoir si vous avez des renseignements sur le Réseau Alliance par les Druides auquel mon grand-père appartenait et pour lequel il a rempli des missions. Ou bien à qui puis-je m'adresser ?

Je vous remercie.  
Contacteur Catherine THORPE  
[vivelafranceschool@gmail.com](mailto:vivelafranceschool@gmail.com)

# CHEMINS DE LA MÉMOIRE... DORDOGNE

Sous la direction de Jean-Paul Bedoin



Ce troisième volume des «Chemins de la mémoire», consacré à la «Dordogne Nord», s'inscrit dans l'œuvre mémorielle entamée sous la direction de Jean-Paul Bedoin depuis plusieurs années par l'ANACR de Dordogne, afin de rendre hommage aux femmes et aux hommes qui – qu'ils soient natifs du département, réfugiés des provinces de l'est de la France, des pays fascistes (Espagnols, Italiens, Allemands...) ou immigrés, se dressèrent en Dordogne – souvent dès l'été 1940 – pour refuser l'asservissement de la France suite à un armistice qui placera – au Sud et à l'Ouest d'une ligne de démarcation – plus de la moitié de la France en zone occupée par la Wehrmacht, dont une frange ouest du département de la Dordogne, autour de Saint-Aulaye et de la Roche-Chalais. Tandis que le régime pétainiste, en substituant l'« Etat Français» à la République au lendemain du coup de force du 10 juillet 1940 à Vichy, supprimera dès les premières heures de son établissement les libertés démocratiques.

Conçu selon le même schéma qui a fait le succès des volumes précédents, de 3<sup>e</sup> tome se présente comme un guide pour des parcours de mémoire sur les lieux où

se constituèrent les groupes de Résistance, s'implantèrent les maquis, se déroulèrent les affrontements avec l'ennemi nazi et milicien. Mémoire des lieux, mais aussi celle femmes et des hommes qui firent la Résistance ou qui – hélas – furent victimes de la barbarie nazie.

Ces «Chemins de la mémoire» sont structurés en 6 étapes jalonnées de 31 stations – souvent devant des stèles, plaques et monuments – réparties dans une quinzaine de localités, toutes situées en Dordogne Nord-Est. La « mémoire de pierre» est importante, parce qu'elle pérennise dans l'espace public des noms et des événements, mais le plus souvent ne les décrit pas, ne les explique pas : c'est là que l'ouvrage prend toute son importance.

Plus de 100 biographies – Résistant(e)s, victimes civiles massacré(e)s par les nazis et la Milice du début 1944 à la Libération, tués au combat en 1940, dans les rangs des FFL ou de l'Armée nationale reconstituée à l'automne 1944 – associées tout au long de l'ouvrage aux lieux décrits et aux événements relatés donnent plus qu'un nom et un visage à ces femmes et hommes qui ont fait l'Histoire ; ou qui – hélas – en ont été trop souvent victimes.

Quant aux événements eux-mêmes, ces « Chemins de la mémoire» rappellent qu'ils furent à la fois héroïques, par la lutte menée contre l'occupant et ses complices de l'appareil de répression pétainiste et tragiques, ce dont témoigne le rappel des noms de celles et ceux qui tombèrent au combat, furent fusillés ou massacrés par la soldatesque, périrent dans les camps nazis.

Pour le lecteur non spécialiste, deux pages consacrées aux principales composantes de la Résistance, A.S., F.T.P.F., O.R.A..., M.O.I., avec des cartes de leur implantation locale, ainsi qu'à une explication des sigles et noms de mouvements et organismes (GMR, STO, SOE, GPRF), viennent utilement compléter cette étude qui approfondit la connaissance de la Résistance en Dordogne.

*Chemins de la Mémoire, vol.3 Dordogne-Nord, 180 pages, nombreuses illustrations.*

*Édité par l'ANACR, 25 € + 5,60 € de port.*

*Chez Marie-Claude Germanaud, 19 impasse de Vésone, 24000-Périgueux*

EDITION DU 70<sup>e</sup> ANNIVERSAIRE



JEAN MOULIN - LA REUNION DU 27 MAI - LES MEMBRES DU CNR - SES STRUCTURES - LA GENESE DU PROGRAMME DU CNR - LE TEXTE DU PROGRAMME - SA MISE EN ŒUVRE - LA MEMOIRE ET LES VALEURS (48 PAGES)

L'EXEMPLAIRE : 6 €. PAR 50 : L'UNITE 5 € ; PAR 100 : L'UNITE : 4 € ; PAR 200 ET PLUS : L'UNITE 3 €. (PORT EN SUS)

A L'ANACR : 79 RUE SAINT-BLAISE, 75020-PARIS

CHRONOLOGIE DE LA RÉSISTANCE,  
DE LA FRANCE LIBRE, DE LA GUERRE

repères  
pour aborder la Résistance



Association Nationale des Anciens  
Combattants et Ami(e)s de la Résistance

L'exemplaire : 3€  
Par 50 : 2,5€ l'exemplaire  
Par 100 : 2€ l'exemplaire  
à l'ANACR, 79 rue St Blaise 75020 PARIS

## LE JOURNAL DE LA RESISTANCE

FRANCE D'ABORD Rédaction - Administration  
79, rue St-Blaise, 75020 Paris

Directeur de Publication : Louis CORTOT

REDACTION - ADMINISTRATION

79, rue Saint-Blaise, 75020 PARIS

Tél. : 01 44 64 90 08 - LCL : 5236 S

e.mail : journaldelaresistance@wanadoo.fr

ABONNEMENTS

France .....	13 €
Etranger .....	15 €
Abonnement de soutien .....	25 €
Le numéro .....	3,5 €

CHANGEMENTS D'ADRESSE

Prière de joindre la bande du dernier numéro reçu et deux timbres-poste pour frais

Édité par la S.A.R.L. FRANCE-D'ABORD

Le gérant : Jean-Paul RIFFAULT

Commission paritaire des Publications

et Agences de Presse - N° 0519A06405

Imprimerie Multi Incontro Photo

3-5, rue de l'Atlas, 75019 Paris

Tél. : 01.40.03.96.60

## BULLETIN D'ABONNEMENT

Je m'abonne au *Journal de la Résistance* (4 n<sup>s</sup> par an, 13 €)

Nom : ..... Prénom : .....

Adresse : .....

Remplir très lisiblement en lettres capitales, en précisant n° de rue, et - si nécessaire - d'immeuble, d'escalier et d'appartement, code postal et localité.

Renvoyer avec votre règlement par chèque de 13 €  
à l'ordre de la SARL France d'Abord

A : ANACR-Journal de la Résistance, 79 rue Saint-Blaise, 75020-PARIS